

ARMÉES D'AUJOURD'HUI



M 01139 - 360 - F : 3,00 €

**FORCES
EN ACTION
SPÉCIAL
LIBYE**

DOSSIER
**LES ACTIONS
CIVIL-MILITAIRES**



ARMÉES D'AUJOURD'HUI

FORCES EN ACTION

- 4** France-Qatar, une coopération inédite
- 10** Du hangar au pont d'envol
- 16** Un pétrolier au service de la Task Force
- 18** Les Opex en bref

ENJEUX

- 20** Point de vue de Claude-France Arnould directeur exécutif de l'agence européenne de Défense (AED)

MODERNISATION

- 22** Opération Harmattan : un test grandeur nature pour les bases de défense

FOCUS DÉFENSE

- 26** Eulex au Kosovo : un pas de plus vers l'Etat de Droit
- 30** La glisse pour se réadapter
- 34** Au Sud-Liban, le VBCI patrouille le long de la Blue Line
- 36** Vent de Mistral sur les futurs officiers
- 40** Fin de master à Saint-Cyr Coëtquidan
- 44** Repères

DOSSIER

- 46** Les opérations civilo-militaires
- 48** Interview du vice-amiral d'escadre Bernard Rogel sous-chef d'état-major Opérations à l'EMA
- 50** Doctrine : 1995-2005, l'évolution d'un concept
- 52** Afghanistan : Interview de Christian Testot haut représentant civil français, responsable du Pôle stabilité à Nijrab

- 54** Liban : Le plan d'action des casques bleus français pour 2011

- 56** Opérationnel : Le GIACM, interface entre civils et militaires

- 58** Humanitaire : Opposition ou complémentarité

DÉTOURS

- 60** Culture : Exposition Armures, gloire et beauté

PERSPECTIVES

- 64** Document photo
- 65** Histoire

KIOSQUE

- 66** Sélection



France-Qatar, une coopération inédite



Opération Harmattan: un test grandeur nature pour les bases de défense



LES OPERATIONS CIVILO-MILITAIRES

4 FORCES EN ACTION

France-Qatar une coopération inédite

De La Sude, une base grecque de l'Otan, des Mirage 2000-5 français et qatariens décollent en binômes pour des missions de surveillance dans le ciel libyen. Une première pour les deux pays.

22 MODERNISATION


Opération Harmattan: Le test pour les BdD

Les bases de défense ont été généralisées le 1^{er} janvier 2011. L'intervention en Libye permet ainsi de tester leur capacité à assurer le soutien en situation d'urgence opérationnelle...

46 DOSSIER

Opérations civilo-militaires

Kosovo, Afghanistan... Les opérations conduites par les forces françaises englobent systématiquement l'aide à la population et au développement. Cette aide permet aux armées d'atteindre leurs objectifs au même titre que les actions de sécurité.



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Directeur de la publication : Laurent Teisseire. Directeur de la rédaction : colonel (terre) Benoît Trochu. Chef du bureau de la rédaction : lieutenant-colonel (air) Nicolas Martin. Rédacteur en chef : chef d'escadron (terre) Olivier Destefanis. Rédacteur en chef adjoint : capitaine (terre) Anne-Lise Louquet (01 44 42 48 01). Conception graphique : Olivier Spadaccini. Secrétariat de rédaction : Juliette Démoutiez, Yves Le Guludec. Chef des reportages : sergent-chef (terre) Alban Vasse (48 02). Rédaction : Carine Bobbera (48 07), enseignante de vaisseau (marine) Cynthia Glock (40 04), aspirant (marine) Barthélemy Gruot (45 83), Paul Hessenbruch (55 05), Aude Le Calvé (33 18), Samantha Lille (47 27), Nelly Moussu (46 29). Prestations intellectuelles : Thierry Widemann. Service photo : adjudant-chef (air) Bruno Biasutto (47 44), CCH (terre) Jean-Jacques Chataud (46 98), CCH (terre) Christophe Fiard (48 40). Service icono : Christophe Deyres (48 35). Directeur de fabrication : Serge Couplier (01 44 42 32 42). Photogravure : Open Graphic Media. Impression et mise en page : Circleprinters. Routage : CRP. Commission paritaire n° 0211 B 05686. Dépôt légal : février 2003. Dicod - Ecole militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris.

Contact publicité (ECPAD) : Thierry Lepsch : 01 49 60 58 56 / thierry.lepsch@ecpad.fr
Abonnés (ECPAD) : 01 49 60 52 44 / routage-abonnement@ecpad.fr
Diffusion : 01 44 42 32 42 / serge.couplier@dicod.defense.gouv.fr. Photo de couverture : Jack Guez / AFP



De La Sude, une base grecque de l'Otan, des Mirage 2000-5 français et qatariens décollent en binômes pour des missions de surveillance dans le ciel libyen. Une première pour les deux pays.

France-Qatar, une coopération



ration inédite



Le détachement franco-qatarien patrouille pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne.

A gauche, et en bas à droite : Ultimes vérifications avant le décollage.

A droite : Pilotes français et qatariens travaillent régulièrement ensemble lors d'exercices communs.

Ci-dessous : Un expert de la base d'Orange échange avec les mécaniciens qatariens.





« **D**o you have any question?... So, good luck ! » Point météo, itinéraire, menaces, règles d'engagement, en une quinzaine de minutes, le briefing a cerné l'objet et les modalités de leur mission. Mais pas le temps de s'attarder, dans moins de deux heures, le capitaine B. et son « ailier » qatarien voleront côte à côte. Ces pilotes participent depuis la base aérienne de La Sude, en Crète, à l'opération aéromaritime de l'Otan menée en Libye, Unified Protector. Depuis le 25 mars, le détachement de Mirage 2000-5, quatre français et six qatariens, déployé sur l'île grecque mène des actions de défense aérienne. Ils patrouillent ensemble dans le ciel libyen pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne, conformément à la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies visant à protéger les populations civiles libyennes des forces du colonel Khadafi. En clair, cette « police du ciel » veille à ce que seuls les aéronefs autorisés survolent la zone et, au besoin, intercepte les appareils suspects.

Au-delà des accords de défense

La Sude, cette base de l'Otan que la Grèce met à disposition des forces alliées, a été retenue pour sa situation géographique, proche de la zone de conflit. « *La base crétoise est située à seulement 45 minutes de vol des côtes libyennes ce qui évite les ravitaillements en vol* », précise le colonel Guillou chef du détachement Air français en Crète.

Les pilotes français ont l'habitude de travailler avec les Qatariens en raison de l'accord de défense liant les deux pays depuis 1994. « *Régulièrement, des exercices communs sont organisés. En outre, des officiers coopérants sont envoyés régulièrement à Doha, tandis que de jeunes pilotes de chasse qatariens viennent suivre une formation initiale en France* », souligne le colonel.

A La Sude, les huit Français appartiennent à l'escadron de chasse 1/2 Cigognes, basé à Dijon. Les missions mixtes sont l'occasion pour les Qatariens de se familiariser davantage avec les procédures Otan en s'appuyant sur la coopération avec les militaires français. Français et Qatariens assurent en moyenne dix sorties sur trois jours, missions qui se déroulent uniquement durant la journée. Avant chaque vol, un officier renseignement est présent pendant le briefing pour faire le point sur les mena-■ ■ ■





« La menace libyenne est minime, mais elle n'est pas à négliger. »

Ci-dessus : Les décollages se succèdent. Tout l'après-midi, la base va connaître une activité intense.

A droite : Debriefing après mission entre pilotes français et qatarien.

Ci-dessous : Le Mirage qatarien met les gaz direction le Nord-Est de la Libye.





« Pour nous, cette expérience est très enrichissante. C'est la première fois que nous participons à une opération de cette envergure. »

■ ■ ■ ces identifiées sur le théâtre. La menace aérienne libyenne reste minime, mais elle n'est pas à négliger pour autant. Le 24 mars dernier, un avion de combat qui n'a pas respecté la zone d'exclusion aérienne a été détruit par un Rafale alors qu'il venait d'atterrir sur la base aérienne militaire de Misrata. Jusque là, la démonstration de force semble dissuasive.

Cet après-midi quatre binômes vont décoller à une heure d'intervalle. Le capitaine B. est de la première vague. Quarante minutes avant le début de sa mission, casque à la main, revêtu de sa combinaison étanche, il arrive sur le parking des Mirage. Non loin, son ailier qatarien se dirige aussi vers son appareil. Des deux côtés, les dernières vérifications s'effectuent avec un mimétisme quasi parfait. Pour les deux hommes, la concentration est extrême, chacun s'enfermant dans sa bulle. Pendant le « tour avion », le mécanicien de piste vérifie avec le pilote le bon état de l'aéronef. « *En temps normal, le pilote s'entretient avec le "pistard" seul. Mais comme il s'agit d'une opération, les spécialistes en système de navigation, électronique et armement se tiennent à proximité, prêts à intervenir rapidement au moindre problème* », fait remarquer un technicien.

Oxygène branché, siège éjectable armé, le Français procède à la mise en route et aux

tests de commandes de vol. Il emprunte ensuite le taxi-way et gagne la piste. A quelques dizaines de mètres derrière lui, l'avion qatarien. L'appareil bleu azur met les gaz, suivi, une poignée de secondes plus tard, du Mirage gris clair qatarien. Les chasseurs décollent avec trois réservoirs externes. Une configuration lourde (16 tonnes), qui leur octroie un peu plus de 2 h 30 d'autonomie. Suivant les consignes de l'Air Task Order (l'ordre de mission aérienne), ils vont opérer au-dessus de Benghazi, dans le Nord-Est de la Libye.

Au fil des heures, les tours avions se succèdent. Tout l'après-midi le parking va connaître une activité ininterrompue.

Au retour des appareils, les armuriers procèdent à la mise en sécurité de l'armement, en bout de piste. Un des cinq mécaniciens experts de la base d'Orange est présent aux côtés d'un technicien qatarien. « *Ils ont les compétences, mais ils n'ont pas*

encore les automatismes. Nous les conseillons donc », indique le sous-officier français. La sécurisation terminée, les deux chasseurs repartent vers le parking. Ils sont immédiatement pris en charge par les mécaniciens qui feront en sorte que les appareils soient prêts à repartir le lendemain.

« *Pour nous, cette expérience est très enrichissante. C'est la première fois que nous participons à une opération de cette envergure* », se félicite un lieutenant-colonel qatarien. La manière d'entrer sur le théâtre, les règles de sécurité, la vitesse à maintenir, ces différentes procédures sont devenues, au fil des jours, des automatismes. ■

Samantha Lille

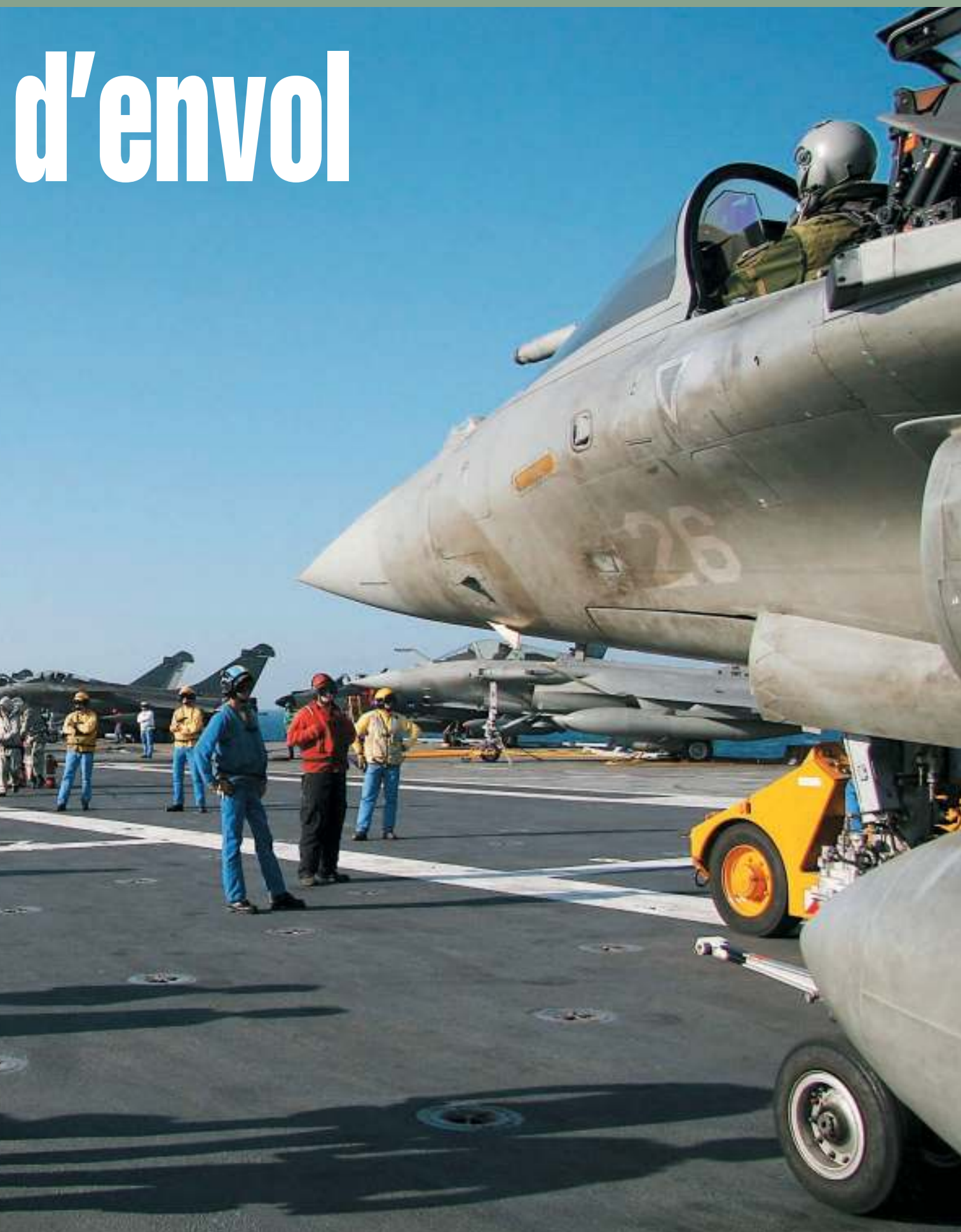
Les 18 et 19 avril, six Mirage 2000-D qui conduisaient des missions d'interdiction aérienne et de frappes au sol depuis la base de Solenzara en Corse ont rejoint La Sude. Ce redéploiement a permis de réduire le temps de transit, et donc d'accroître celui de présence des aéronefs sur zone. Avec l'arrivée du personnel de soutien, de transmission, d'imagerie... le dispositif militaire français en Crète regroupe désormais 200 personnes.

Du hangar au pont

Quand il a parcouru la dizaine de mètres entre le ventre du porte-avions, où il a subi les dernières révisions, et la piste, où il attend le top départ, un aéronef est passé entre les mains d'une cinquantaine de techniciens identifiables par un code couleurs. Qui fait quoi à bord du *Charles-de-Gaulle*?



d'envol



Les bombes ne transitent pas par le hangar. Un monte-charge spécial les achemine jusqu'au pont d'envol.

Ci-contre : Le hangar de 4 500 m², où sont entretenus, parqués et réparés les aéronefs.

Ci-dessous : Sortie de l'ascenseur.

A droite : Un pilote de Rafale monte dans son appareil.

FRANÇOIS MARCEL/MARINE NATIONALE



FRANÇOIS MARCEL/MARINE NATIONALE





BARTHELEMY GRUOT / DICOD

A quelques heures des premières missions aériennes, le ventre du porte-avions déploie une activité de ruche. Dans le brouhaha de ferraille de ce gigantesque atelier, des techniciens, dont la spécialité est identifiable à la couleur de leur tenue, s'affairent autour des appareils qui feront partie de la première « pontée ». Dans ce hangar de 4 500 m², à une dizaine de mètres au-dessous du pont d'envol, sont « parqués » une vingtaine d'aéronefs – Super Eten-dard, Rafale, hélicoptères, avion de reconnaissance Hawkeye –, et stockées les pièces de rechange. Repérables à leur haut vert, les techniciens du service aéro assurent la maintenance et les réparations des appareils. Amenés à changer un moteur ou à remplacer une verrière entre deux missions, ils veillent à ce que les aéronefs soient disponibles à tout moment. « *Les avions doivent être prêts pour les prochains vols* », note simplement le lieutenant de vaisseau N. chef du service technique de la flottille 12 F.

En 15 secondes, l'avion est expédié sur le pont d'envol

Lorsque l'avion est en état de voler, c'est au tour des hommes en rouge d'entrer en scène. En quelques dizaines de minutes, ils équipent l'appareil en fonction de la mission qui lui est assignée. Appelé « boums » à bord du porte-avions, ces techniciens armement installent tout ce qui est « optionnel » : réservoirs fixés sous les voilures, mâts d'emport pour accueillir les bombes et missiles, nacelle Reco-NG.

Pendant ce temps, dans un local aux parois blindées jouxtant le hangar, une dizaine de techniciens du secteur armement préparent les munitions. « *Stockées en soute en plusieurs parties, les bombes doivent être assemblées, contrairement aux missiles, qui eux sont d'une seule pièce*, précise le premier maître D. chef du secteur armement. *Quand tout est prêt, un monte-charge spécial les achemine directement jusqu'au pont d'envol pour les "avionner". Pour des raisons de sécurité, elles ne transitent jamais par le hangar.* »

Lorsque les techniciens ont fini de préparer l'avion, il ne faut que 15 secondes pour l'expédier vers le pont d'envol. C'est le travail du liftier. Vêtu de blanc avec un L noir sur le devant, il a en charge les deux ascenseurs, d'une capacité de levage de 40 tonnes, ■■■



AXEL MANZANO/MARINE NATIONALE



BARTHELEMY GRUOT/DICOD

« On a 75 mètres pour envoyer la quinzaine de tonnes du Rafale à 300 km/h. »

Ci-dessus : Des « boums » installent les munitions préparées par les armuriers. A droite, le chef de piste.

Ci-contre : Le « chien jaune » attend de transmettre l'ordre de décollage.

Ci-dessous : Le déflecteur protégeant hommes et matériels de la chaleur au décollage de l'avion.

CHARLES-DE-GAULLE





BARTHÉLEMY GRUOT/DICOD

■ ■ ■ soit 2 aéronefs chacun. L'avion est ensuite « roulé » jusqu'à la place que lui a attribuée le PC Pont d'envol hangar (PEH). C'est le territoire des fameux « chiens jaunes ». Ils garantissent le bon déroulement de l'ensemble de la manœuvre. Avions ou personnels, ils savent à tout moment qui fait quoi. Le lieutenant de vaisseau R. chef de bordée, explique : « Notre travail est de placer les avions sur le pont d'envol à une heure précise pour qu'ils puissent être catapultés dans l'ordre qui a été fixé. De par sa mission de surveillance, l'avion de guet Hawkeye est le premier parti et le dernier revenu. »

« On prête l'avion au pilote, on ne le lui donne pas ! »

L'aéronef en place, la phase d'armement peut commencer. Les boms réceptionnent les munitions que les armuriers ont préparées. Lorsqu'ils les ont mises en place, plus personne ne peut accéder à l'avion avant l'arrivée du pilote. Celui-ci n'en prendra possession qu'après avoir suivi les briefings de l'officier préparateur de mission, des officiers de liaison et de renseignement. Après s'être équipé – pantalon anti-G, pistolet HK, documents nécessaires pour le vol –, il se dirige vers le pont d'envol où il est « reçu » par le personnel du service de piste. « Les appareils sont un peu nos enfants. C'est pourquoi on prête l'avion au pilote, on ne le lui donne pas ! », indique le premier maître G. chef de piste. Sous les ordres de leur chef, en blanc, patrons d'appareil et pistards, en marron, ont fait les pleins (carburant, huile), nettoyé la verrière. Ils ont aussi vérifié les pneus, les systèmes électroniques, les capteurs... Le patron d'appareil fait le tour de l'aéronef avec le pilote, lui indiquant les réparations ou les modifications qui ont été effectuées.

Les premiers réacteurs démarrent, il est de plus en plus difficile de s'entendre. Le niveau sonore, qui peut atteindre 140 décibels, rend obligatoire le port d'un casque et de protections auditives. Les communications se font principalement par signes, selon un code international en vigueur au sein des forces de l'Otan.

De plus en plus concentré, le pilote emprunte l'échelle et prend place dans le cockpit. Debout derrière lui à califourchon sur l'aéronef, le patron d'appareil l'assiste dans son installation.

« Il "brêle" minutieusement le pilote, précise le premier maître G. Câbles radios, tuyau pour l'oxygène, harnais, chaque élément doit passer à un endroit précis. »

Après un ultime contrôle de l'appareil entre le pilote et le patron d'appareil, selon une checklist, celui-ci redescend à terre, l'échelle est retirée.

Derrière l'appareil, le déflecteur de jets sort du sol...

Dès qu'est donné l'ordre de roulage de l'officier Avia, les chiens jaunes guident l'appareil de l'arrière du pont d'envol à l'endroit où se trouve la catapulte et le laissent aux mains des « hommes en blanc ». « On est un peu locataire du pont d'envol, explique le capitaine de corvette B. chef du service installation aviation, soit 130 personnes. Nous avons la responsabilité du fonctionnement et de l'entretien de tout ce qui est nécessaire au catapultage et à l'appontage, ascenseurs compris. » Calée à l'arrière du train avant, la catapulte est constituée d'un piston actionné par de la vapeur se déplaçant sur un rail situé sous la surface du pont. « On a 75 mètres pour envoyer la quinzaine de tonnes du Rafale à 160 nœuds (environ 300 km/h), le Super-Etendard à 120 nœuds, et le Hawkeye à 80 nœuds », explique le commandant B.

Les élingueurs finissent de mettre en place le « holdback », cette pièce qui retient l'appareil sur le pont d'envol quand le pilote met les gaz. Lorsqu'elle atteint son point de rupture, l'énergie de l'avion est libérée et augmentée de celle de la catapulte.

Derrière l'appareil, le « déflecteur de jets » sort du sol. Ce grand panneau protège le personnel et les installations se trouvant derrière les tuyères, où la température peut dépasser 1 500 degrés...

Le chef Avia accorde l'autorisation de catapultage. Le pilote fait le salut militaire et quand son officier de lancement a abaissé son drapeau, il met les gaz. Le holdback cède sous la pression, le chariot de la catapulte accompagne l'aéronef, laissant derrière elle un nuage de vapeur. En quelques secondes, l'aéronef a quitté le pont d'envol.

Comme l'ont déjà fait plus de 500 aéronefs depuis le début de l'opération Harmattan. ■

Barthélemy Gruot

Un pétrolier au serv

Deuxième bâtiment d'une série de pétroliers ravitailleurs de la Marine, la « Meuse » participe, par son soutien logistique en haute mer, aux opérations de déploiement de la marine française au large des côtes libyennes.

« **L'**opération de ravitaillement du porte-avions Charles-de-Gaulle va durer de 4 à 5 heures, explique le lieutenant de vaisseau D., adjoint Navire à bord du pétrolier-ravitailleur *Meuse*. C'est une opération de haute précision. » Depuis le 22 mars, ce navire assure le soutien logistique de la Task Force 473, force aéromaritime française déployée au large de la Libye pour l'opération Harmattan, dans le cadre la résolution 1973 des Nations unies. La *Meuse* est une des pièces clefs de la logistique du volet naval de l'opération. « *Nous avons réapprovisionné des bâtiments en mer une vingtaine de fois depuis le début de la mission. Nous regagnons régulièrement Toulon, notre port d'attache, pour refaire le plein* », commente le capitaine de frégate J., commandant la *Meuse*. « *On stocke à bord vivres, matériels ou carburant de quoi subvenir aux besoins du groupe aéronaval, soit 3000 personnes, pendant trois semaines* », complète le major L., responsable cargaison. Vivres, eau, carburants, pièces détachées, munitions, les transferts se font via de lourds tuyaux et des câbles passés de bord à bord, ou par voie aérienne, avec les hélicoptères du Groupe Aérien Embarqué (Alouette, Puma). « *Aujourd'hui, on va charger à bord du porte-avions 1450 m³ de TR5, soit plus d'un million de litres de carburant avion*, précise le lieutenant de vaisseau D.. *A raison de 200 litres par seconde, c'est un peu comme si on faisait le plein de quatre voitures en une seule seconde. Dans le même temps, on transborde une centaine de palettes de vivres et plus d'une tonne de courrier ! Nous réceptionnons également les déchets du porte-avions, et les matériels cassés qui ne peuvent être réparés à bord. Et, bien sûr, le courrier de l'équipage à destination des familles, très important pour le moral des troupes.* » ■

Éléonore Krempff



AXEL MANZANO/MARINE NATIONALE

ice de la Task Force



28/04 AFGHANISTAN : LES HONNEURS MILITAIRES RENDUS AU CAPORAL-CHEF ALEXANDRE RIVIÈRE



H. LE BONNIEC/SIRPA TERRE

Le Premier ministre, François Fillon, a présidé la cérémonie d'hommage national au caporal-chef Alexandre Rivière, décédé en Kapisa le 20 avril dernier, en présence du ministre de la Défense et des Anciens Combattants, Gérard Longuet, de la ministre chargée de l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard, et du Cemat, le général Elrick Irastorza. Déployé en Afghanistan au sein de la Task Force La Fayette – Battle Group Richelieu – depuis décembre 2010,

le caporal-chef Rivière participait ce jour-là à une mission de contrôle de zone quand son véhicule de l'avant blindé a été touché par un engin explosif improvisé. Dans cette explosion, 9 de ses camarades ont été blessés, dont 3 grièvement. Avant de faire le caporal-chef Alexandre Rivière chevalier de la Légion d'honneur, le Premier ministre lui a rendu hommage devant l'ensemble de ses camarades et de sa famille, sur le camp d'Auvours.

« C'était l'un de vos camarades et son cœur battait comme le vôtre pour l'action et pour la France. [...] Il mêlait la force et l'humilité, la joie de vivre et l'abnégation, la vivacité de la jeunesse et la maturité du professionnel. [...] Le caporal-chef Alexandre Rivière était doué de cet enthousiasme à toute épreuve, qui rend la volonté inépuisable et qui est, dans le service des armes, le meilleur sentiment de la cohésion des hommes. »

BIOGRAPHIE

Engagé au titre des troupes de marine au 2^e Régiment d'infanterie de marine (2^e RIMa) d'Auvours en février 2007, le caporal-chef Rivière était considéré comme un Marsouin remarquable et exemplaire, et démontrait de très bonnes connaissances techniques et tactiques.

Militaire sportif et enthousiaste, il était unanimement apprécié par ses chefs comme par ses pairs. Au cours de ses quatre années de service, le caporal-chef Alexandre Rivière sert au Tchad en 2008 et en République de Côte d'Ivoire en 2009. Originaire de



2E RIMa

l'île de la Réunion, âgé de 23 ans, marié et père d'une petite fille, le caporal-chef Alexandre Rivière est le 56^e militaire français mort en Afghanistan depuis 2001.

22/04 AFGHANISTAN : ÉVACUATION DES MILITAIRES BLESSÉS LE 20 AVRIL



SEBASTIEN LAFARGUE/IECPAD

Les neuf soldats français grièvement blessés lors de l'explosion d'un IED qui a coûté la vie au caporal-chef Rivière le 20 avril dernier, ont été rapatriés à bord d'un Boeing C135 de l'armée de l'air équipé du kit médical Morphée. Ce module de réanimation, acquis en

2006 par l'armée française, est conçu pour assurer la continuité des soins entre la prise en charge sur le théâtre et l'arrivée dans les hôpitaux militaires français. A bord de l'appareil se trouvaient 4 médecins dont 2 anesthésistes réanimateurs, 5 infirmiers, 1 sous-officier spécialiste en maintenance du matériel médical et 2 convoyeuses de l'air. A Paris, les blessés ont été accueillis par le chef d'état-major de l'armée de terre avant de rejoindre les hôpitaux militaires de la région parisienne.

18/04 CÔTE D'IVOIRE : LICORNE TRANSFÈRE LA RESPONSABILITÉ DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL D'ABIDJAN

La cellule coordination air (CCA) de la force Licorne a transféré l'entière responsabilité de la tour de contrôle de l'aéroport Félix-Houphouët-Boigny à M. Kone, directeur adjoint de l'agence chargée des installations et de la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar. L'agence gère

l'espace aérien de l'Afrique de l'Ouest (contrôle de la circulation, guidage des avions...). Les militaires français ont contribué au départ volontaire des ressortissants français et étrangers, à l'arrivée des renforts français et ont facilité la remise en service du radar d'approche permettant la reprise des vols commerciaux. Pendant qu'elle tenait l'aéroport, la force Licorne a assuré plus de 1000 mouvements aériens au profit des ressortissants et le transport de 430 tonnes de fret.



SCH BLANCHET

14/04 LIBAN : EXERCICE NEPTUNE THUNDER À NAQOURA

La Force Commander Reserve (FCR) de la Finul, armée par la France, et les forces armées libanaises (FAL) ont organisé l'exercice multinational de tir en mer Neptune Thunder. Il a permis aux militaires espagnols, portugais, français, coréens et libanais de valider les procédures techniques et tactiques de tirs conjoints et de témoigner des capacités de la FCR. Les canons 155 mm

Caesar, des mitrailleuses de 12.7 mm montées sur véhicules blindés légers (VBL), des canons de 20 mm sur véhicules de l'avant blindé (VAB), de 25 mm sur véhicules blindés de combat d'infanterie ont ainsi été mis en œuvre. Les forces libanaises ont, quant à elles, effectué des tirs d'entraînement avec leurs canons de 155 mm M198 et leurs véhicules chenillés M113 12.7 mm.



9-15/04 AFGHANISTAN : OPÉRATION « ETERNAL BLACKSMITH »



Afin de réduire les réseaux insurgés présents dans la vallée d'Alasay, la 3^e brigade de l'Armée nationale afghane et les Français de la Task Force (TF) La Fayette ont mené l'opération *Eternal Blacksmith*. Pour faciliter la liberté de mouvement de la population entre Alasay et les vallées avoisinantes, 600 militaires français issus en majorité

du Groupement tactique interarmes (GTIA) Allobroges et 500 soldats et policiers des forces de défense et de sécurité afghanes se sont déployés dans le Nord-Ouest de la vallée. L'opération a permis la neutralisation de plus de 40 insurgés, la saisie d'une dizaine d'armes et de plusieurs centaines de munitions. Lors de cette mission 4 militaires français ont été blessés.

24/04 KOSOVO : PROTECTION DE CONVOI SENSIBLE EN GARE DE PRISTINA

Le passage à Gate 2, dans le cadre du désengagement de la KFOR, la force de l'Otan au Kosovo, implique notamment une diminution des effectifs du contingent français. Ainsi, plusieurs tonnes de fret sont depuis

quelques semaines acheminées de Pristina, la capitale, à Thessalonique, en Grèce, afin de rejoindre la France par voie maritime. Un convoi particulièrement sensible (munitions, groupes électrogènes), stationné en

gare de Pristina, a fait l'objet d'une garde rapprochée de militaires français (un détachement de l'élément de soutien national et un détachement de prévôts) contre le vol et l'intrusion de passagers clandestins. Depuis le 15 avril, des opérations d'expédition par voie ferroviaire et routière sont ainsi menées. Sous la responsabilité du Centre de coordination interarmées de transit, transport et mouvement (CCITM), 280 conteneurs et 160 véhicules doivent ainsi quitter le théâtre par voie maritime, via la Grèce, pour rejoindre la France.



04/04 ENDURING FREEDOM : LA FRANCE PREND LE COMMANDEMENT DE LA CTF 150

C'est à bord du bâtiment de commandement et de ravitaillement *Somme*, à Manama, au Bahreïn, que le contre-amiral Jean-Louis Kérignard s'est vu remettre le commandement de la Combined Task Force 150. Il s'agit de la force navale de l'opération de lutte contre le terrorisme, dont la zone de responsabilité s'étend de la mer Rouge au golfe d'Oman en passant par le golfe d'Aden. Après les Etats-Unis, la France est le deuxième contributeur à l'opération Enduring Freedom.

Claude-France Arnould, directeur exécutif de l'agence européenne de Défense (AED)

«L'agence européenne de Défense doit faire connaître son potentiel et ses résultats»

Quel est le rôle de l'AED ?

L'agence est d'abord un catalyseur de projets : son rôle est d'aider les États européens à améliorer leurs capacités de défense. Elle le fait au niveau matériel, à travers l'équipement, mais aussi au niveau humain, via la contribution à la formation et à l'entraînement des forces armées. Surtout, elle le fait « à la carte » : il n'y a aucune obligation à être vingt-six participants pour chaque projet, bien au contraire.

Ainsi, sa force est sa souplesse. Nous sommes une petite équipe – 120 personnes environ – constituée d'experts dans de nombreux domaines, dynamiques et compétents. Cela permet à l'agence d'être réactive, économe de moyens et plus

auprès des États membres comme des industriels. Prenons un exemple : le partage et la mise en commun des capacités, le fameux « pooling and sharing ». Tout le monde en parle, tout le monde veut les développer, et l'agence les pratique depuis des années ! Ce fut le cas notamment pour la formation des pilotes d'hélicoptères (soixante-trois équipages additionnels, entraînés aux conditions de climat et d'altitude, sont déployés en Afghanistan) ou dans le domaine de la lutte contre les mines maritimes, autant de projets phares de l'agence. Le deuxième axe qui m'apparaît prioritaire, ce sont nos relations avec les autres acteurs de la défense. Ne soyons pas naïfs : il est à la fois illusoire et contre-productif de vouloir

de l'avant ! Il s'agit d'ailleurs là de la marque de fabrique de l'agence... Enfin, n'ayons pas peur de regarder vers de nouveaux partenariats : les États-Unis montrent ainsi un intérêt croissant pour l'agence. W. J. Lynn, le numéro deux du Pentagone, nous a d'ailleurs récemment rendu visite. L'Ukraine, la Russie et d'autres États européens manifestent un intérêt croissant.

Quels sont les grands chantiers de l'AED ?

Nous sommes à un moment clef. Dans le contexte économique actuel, nous devons faire mieux avec moins. Les budgets européens de la Défense sont en baisse, souvent bien en-deçà de 2 % des budgets nationaux. Si les États veulent conserver leur capacité à sauvegarder leur sécurité, ils seront obligés de travailler ensemble. Le rôle de l'agence est de les y aider.

Son budget vous paraît-il suffisant ?

Le budget pour 2011 s'élève à 30 millions d'euros, comme en 2010, dont moins de 9 millions de budget opérationnel. C'est peu, surtout si l'on compare à d'autres structures, mais les crédits levés à l'occasion de tel ou tel projet sur lesquels s'engagent les États se situent entre 100 et 200 millions d'euros chaque année, majoritairement pour la recherche et la technologie. L'agence exerce donc un effet de levier très important. En ces temps de vaches maigres, ce n'est pas négligeable. Cela nous a permis de financer des programmes ambitieux sur la protection des forces ou sur la lutte contre les engins explosifs improvisés. La France va ainsi déployer prochainement en Afghanistan le laboratoire développé par l'agence pour l'analyse de ces armes.

Que signifie pour vous

la notion d'Europe de la Défense ?

Alors que la perspective d'une Défense commune était déjà inscrite dans le traité de Maastricht en 1992, sa première mise en œuvre concrète est née de la guerre dans les Balkans. L'Union européenne, mal outillée, n'avait pu assumer ses responsabilités pour gérer un conflit à ses propres



CONSEIL EUROPÉEN

Catherine Ashton, chef de la diplomatie européenne, et Claude-France Arnould, directeur de l'AED.

orientée vers les résultats que vers les procédures. En fait, l'agence fonctionne un peu comme un laboratoire pouvant intervenir à chaque étape d'un projet : la prospective, l'évaluation des besoins et la mise en œuvre.

Quels sont vos principaux objectifs ?

L'agence reste trop méconnue, alors qu'elle est un outil essentiel au service des États européens au moment où ils doivent maintenir et développer leurs capacités militaires avec des budgets qui se réduisent. Je souhaite donc mieux la faire connaître, mieux promouvoir son potentiel et ses résultats,

agir seul dans le contexte actuel. Au contraire, je crois à la complémentarité des acteurs. Je souhaite donc approfondir nos relations avec les institutions européennes comme la Commission européenne ou le tout nouveau Service européen d'action extérieure, bien entendu, mais pas uniquement. Nous travaillons par exemple avec l'agence spatiale européenne et les responsables de la mise en œuvre du « ciel unique européen ». Nous devons aussi travailler en coopération avec l'Otan. Quelles que soient les difficultés institutionnelles ou politiques, nous devons être pragmatiques pour aller

Les propos exprimés dans cette rubrique ne reflètent que l'opinion de leur auteur.

frontières. Voilà pour la prise de conscience qui a permis une communauté de vues entre le Royaume-Uni et la France pour soutenir une politique de sécurité et de défense européenne. Aujourd'hui, nous avons mené à bien dans l'UE six opérations militaires, et davantage d'opérations civiles, comme celle déployée en quelques jours, lors de la présidence française de l'UE, en Géorgie. Contrairement à certaines idées reçues, la vocation de l'Union n'est pas de se substituer au rôle des Etats en matière de Défense, ni de créer une nouvelle alliance militaire comme l'Otan. Il s'agit pour les Européens d'être à même de gérer, par eux-mêmes, une crise et de développer les capacités appropriées pour y faire face dans toutes ses composantes.

BRUNO BIASUTTO/DICOD

Les accords bilatéraux, comme le récent accord franco-britannique, sont-ils une voie à suivre ?

A priori, toutes les voies de coopération entre Etats européens sont bonnes. Ce qui importe, ce sont les enseignements que nous pourrions en tirer et la valeur ajoutée que peut apporter l'agence. Mais pour cela, il faut une volonté politique forte et des engagements concrets, en particulier financiers. Sans financement et sans impulsion politique, notre expertise ne peut aboutir à des réalisations concrètes. ■

**Propos recueillis
par Nelly Moussu**

Sous les signes de la Défense et de l'Europe

Avant d'être nommée directeur exécutif de l'agence européenne de Défense, en janvier dernier, Claude-France Arnould a notamment occupé les postes, au secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, de directeur général adjoint à la planification civilo-militaire et de directeur pour les questions de Défense.

Elle a également été directeur des Affaires internationales et stratégiques au secrétariat général de la Défense nationale.





A la BdD de Toulon, l'appareillage en urgence du groupe aéronaval a demandé une réactivité maximale du soutien.

Opération Harmattan : un test grandeur nature pour les bases de défense

Les bases de défense ont été créées en 2009 et généralisées le 1^{er} janvier 2011 sur le principe d'un recentrage des opérationnels sur leur cœur de métier. L'intervention en Libye permet ainsi de tester leur capacité à assurer le soutien en situation d'urgence opérationnelle...

L'engagement des moyens aéromaritimes français en Libye s'est produit trois mois à peine après la généralisation des bases de défense (BdD), un profond changement initié il y a bientôt 3 ans, fondé sur le principe d'un « recentrage des opérationnels sur leur cœur de métier ». Pour la première fois avec l'opération Harmattan, cette nouvelle organisation du sou-

tien est confrontée à une situation d'engagement opérationnel sous très court préavis. L'occasion pour elle de prouver que le dispositif fonctionne. En mobilisant les moyens humains, matériels et financiers indispensables à l'accompagnement de l'opération, les BdD engagées démontrent qu'elles savent répondre aux exigences de réactivité et d'adaptation opérationnelle.

Les BdD de Nancy, Saint-Dizier, Istres, Dijon, Avord, Lyon, Evreux, Orléans, Toulon et Solenzara prennent ainsi en charge le soutien général, les forces continuant à assurer la logistique opérationnelle. A Solenzara, où l'activité aérienne a été particulièrement soutenue dès le 19 mars, premier jour des frappes, la totalité des moyens humains et logistiques de la BdD a été mobilisée. « *Durant l'opération*



MARINE NATIONALE

Harmattan, nous fonctionnons en H24, explique le commandant de la BdD, le colonel Villenave. Il a donc fallu adapter les horaires d'ouverture des services, avec toutes les difficultés qui en découlent : renforcement du personnel, forte amplitude horaire, gestion des approvisionnements. »

Equipages, mécaniciens, personnel des aéronefs..., cette « petite » base de défense (1 060 personnes) a rapidement vu sa population croître de près de 450 personnes. Plus de 11 000 repas supplémentaires ont été servis depuis le 19 mars par le cercle Mess de la BA 126, dont les horaires d'ouverture ont été modifiés pour suivre les activités aériennes. « Nous avons d'abord fonctionné avec nos propres moyens, profitant du renfort qui avait été mis en place deux semaines auparavant pour l'exercice *Serpentex* », affirme le colonel Mangold, chef du GSBdD.

Pour ajuster le service à l'ampleur de l'opération et maintenir l'effort dans la durée, il a fallu notamment augmenter la capacité d'hébergement et adapter les flux de transport pour assurer les déplacements des opérationnels sur la base. 6 électriciens, 6 chauffeurs et 18 véhicules de la gamme commerciale sont ainsi venus renforcer les moyens déployés sur la base Corse. Un soutien venu surtout de Lyon, sous la coordination de son état-major de soutien de Défense.

C'est le Centre de pilotage et de conduite du soutien (CPCS), situé à l'état-major des

che décloisonnée du soutien. » « Cette vision globale permet de mieux gérer l'emploi des ressources disponibles dans la chaîne inter-armées du soutien. Au final, cela augmente la capacité à mobiliser rapidement les moyens nécessaires pour palier un événement inopiné, comme l'a été le déclenchement de l'opération en Libye. »

Un autre exemple de la réactivité du soutien est fourni par l'appareillage en urgence du GAN. Le personnel de la BdD de Toulon a été mobilisé sans interruption pendant trois jours au profit des bâtiments composant le groupe aéronaval. Il faut ajouter à cela les

« Le “test” Harmattan est très concluant. Le service n'a pas connu d'interruption. »

armées, qui a dirigé la manœuvre au niveau central, lui seul disposant d'une vue globale sur les besoins et les ressources disponibles. Le CPCS a agi en liaison étroite avec le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO). « Pour pouvoir 'cadrer' l'opération, la première directive que nous avons prise, explique le général Vergez, chef du CPCS, a été de définir les aspects budgétaires et les conditions de renforcement en personnel et en matériel tout en précisant les interlocuteurs et les responsabilités. » Pour pouvoir renforcer le soutien à Solenzara, « nous avons cherché à agir dans une logique de collaboration inter-BdD », poursuit le général, ajoutant qu'« avec les BdD, nous sommes entrés dans une appro-

moyens humains et matériels d'autres BdD, comme celle de Marseille, qui a permis la mise à plein complet des bâtiments (100 à 200 tonnes de vivres) pour une autonomie de plus de 45 jours en mer. Cette manœuvre logistique a représenté plus de 250 heures de travail supplémentaires.

« On peut dire que le 'test' Harmattan est extrêmement concluant pour les BdD car le service n'a pas connu d'interruption. L'interarmisation a permis de répondre en interne à la situation d'urgence en utilisant plus facilement le matériel disponible des autres armées, comme le matériel de campagne de l'armée de terre », témoigne le contre-amiral Béraud, Com BdD de Toulon. Témoin et acteur des différents ■■■

JEAN-FRANÇOIS D'ARCANGUES/ECPAD



A Solenzara, où l'activité aérienne s'est intensifiée dès le samedi 19 mars, premier jour des frappes, la totalité des moyens humains et logistiques de la BdD a été mobilisée.



SIRPA AIR

A Solenzara, durant l'opération Harmattan la base fonctionne en H24. Il a fallu adapter les horaires d'ouverture des services, gérer les approvisionnements, et renforcer le personnel qui a vu croître son effectif de 450 personnes.

■ ■ ■ exercices sur la BA 126, le chef du GSBdD de Solenzara constate, depuis la mise en œuvre de la réforme des BdD un changement notable dans l'organisation du soutien commun. « *C'est la première fois que je dispose d'un outil aussi pratique* », dit-il, lui qui conçoit le GSBdD comme un « *extraordinaire couteau suisse* » permettant de « *gérer intelligemment le soutien commun au profit des forces* ».

Même si, pour le chef du CPCS, certaines procédures restent à clarifier, du point de vue opérationnel, le soutien mis en œuvre par les bases de défense n'a pas révélé de failles majeures. Il a plutôt confirmé la capacité d'action des BdD en situation d'urgence. « *Depuis le début d'Harmattan, le soutien n'a jamais occasionné d'annulation de vol et la capacité des forces à remplir leur contrat opérationnel n'a jamais été remise en cause* », se félicite le Com BdD de Solenzara. Un résultat qui, selon le général Rouzaud, sous-chef soutien de l'état-major des armées et commandant interarmées du soutien, « *correspond à la réactivité et à la capacité d'adaptation que l'on attendait des BdD et qui s'explique aussi par la motivation et l'engagement de tous les acteurs.* »

Etat-major des armées



SIRPA AIR

En Corse depuis le début de l'opération, aucun vol n'a été annulé et la capacité des forces à remplir leur contrat opérationnel n'a jamais été remise en cause. Pour le Com BdD, le soutien commun a été efficace.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Créée en 2008 par le Conseil de l'Union européenne, la mission Eulex ou « Etat de droit » Kosovo a pour but de renforcer et d'épauler l'État kosovar principalement dans ses fonctions policières, douanières et judiciaires tout en laissant la priorité à la police locale.



PHOTOS: CHRISTOPHE FIARD/DICOD

Eulex au Kosovo :

A lors que la force au Kosovo de l'Otan (KFOR) a entamé son désengagement (voir ADA n° 359), la mission européenne « Etat de droit », dite Eulex prend le relais de l'alliance. Lancée par l'Union européenne le 16 février 2008, elle assure le soutien et le conseil des autorités kosovares dans les domaines de la police, de la justice, des douanes et des services pénitentiaires. Pleinement opérationnelle en avril 2009, Eulex est la plus importante mission civile menée au titre de la politique de sécurité et de

défense commune de l'UE: 1 400 officiers de police internationaux sont déployés dans cet Etat grand comme un département français. Parmi eux, une soixantaine de gendarmes français, mobiles et départementaux, appartiennent à la compagnie de contrôle de foule (*Crowd Riot Control*) de Mitrovica, le CRC responsable de la zone Nord. Celui-ci réunit deux unités de police constituées (*Formed Police Unit*, ou *FPU*), l'une française, l'autre roumaine. Quant au CRC Pristina, il opère dans le Sud du pays, avec des FPU italienne et polonaise.



Les gendarmes français sont présents depuis 2008 à Mitrovica. La proximité géographique des quartiers serbes et albanais de cette ville exacerbe les frictions entre les deux communautés.

vers l'Etat de droit

Ces unités assistent les policiers kosovars dans des opérations de police judiciaire. Leur champ d'action est très large : il peut aller de la petite délinquance au trafic de drogue. Il couvre aussi les enquêtes concernant des accusations de crimes de guerre, des affaires délicates qui nécessitent de très longues investigations. « *Cependant, notre mission prioritaire reste le maintien de l'ordre. Le plus souvent, il s'agit de montrer la force avant de s'en servir* », précise le colonel Espié, commandant du CRC Mitrovica.

La police kosovare (KP) est en effet prioritaire pour toute action, Eulex n'intervenant qu'en second recours, juste avant les forces de la KFOR. Seule exception : la région située au Nord de la rivière Ibar – plus sensible –, où la mission européenne peut avoir l'initiative de l'action.

Les gendarmes français sillonnent régulièrement Mitrovica. Carrefour de toutes les animosités, cette ville est traversée par l'Ibar, qui constitue une frontière entre les quartiers Nord, majoritairement serbes, et Sud, albanais. Une proximité ■■■



Ci-dessus, les policiers kosovars et les gendarmes d'Eulex. A droite, les Français assurent la garde avec un blindé de la gendarmerie.

« La police kosovare est prioritaire pour toute action, Eulex n'intervenant qu'en second recours, juste avant les forces de la KFOR. »

géographique qui exacerbe les frictions entre les deux communautés.

La KP est accompagnée en continu par des conseillers d'Eulex, les *Monitoring Mentoring Adviser*, qui disposent de leurs locaux. Ils sont renforcés de temps à autre par des gendar-

mes venant effectuer des patrouilles avec leurs homologues kosovars. A chaque sortie, ce sont les policiers qui décident des actions à mener, Eulex n'impose rien.

Pour les policiers d'origine serbe, la tâche n'est pas toujours aisée. « Ils sont pris entre la volonté du gouvernement de Pristina d'asseoir sa légitimité et celle de Belgrade (capitale de la République de Serbie), qui refuse encore l'indépendance du Kosovo », explique le major Viardot, de la FPU française.

Le soir, les policiers installent régulièrement des check points sur l'axe principal de la ville. En soutien, les gendarmes n'hésitent pas à intervenir pour améliorer le dispositif. Les patrouilles de nuit sont aussi l'occasion de contrôler les bars et de vérifier que les horaires de fermeture sont respectés car, à Mitrovica, ces établissements doivent fermer leurs portes à minuit. « Les gérants obéissent car ils savent que s'ils ne respectent pas le règlement, ils peuvent perdre leur licence », assure le sergent Moistic, de la KP.

Les origines du conflit

Albanais et Serbes revendiquent une présence ancestrale sur le territoire kosovar. Rattaché à la Serbie en 1912, alors qu'il était déjà peuplé majoritairement d'Albanais, le Kosovo a bénéficié à partir de 1974 d'une très large autonomie. Slobodan Milosevic, président serbe de l'époque, y met fin en 1989. Parler albanais est interdit, l'université de Pristina est fermée et les Albanais sont chassés de l'administration et des entreprises publiques. Ces discriminations

poussent la population albanaise à se révolter, pacifiquement, puis violemment au travers de l'UCK (Armée de libération du Kosovo). L'échec des négociations pousse l'Otan, en mars 1999, à bombarder des cibles serbes, puis à pénétrer au Kosovo. Le 10 juin 1999, la résolution 1244 du Conseil de sécurité place le Kosovo sous l'autorité provisoire des Nations unies. Le 17 février 2008, le Kosovo déclare son indépendance.

Malgré le calme apparent, les forces de police d'Eulex sont présentes en permanence dans la ville car les tensions peuvent vite être ravivées. Notamment aux abords du tribunal des Nations unies, en zone serbe, là où, en mars 2008, de violents affrontements avaient éclaté entre des nationalistes serbes et des militaires de la KFOR. Les manifestants voulaient montrer leur opposition à l'indépendance du Kosovo, proclamée un mois auparavant. Depuis, le bâtiment et les juges de la mission européenne sont protégés en permanence par des gendarmes. Actuellement, ce sont des Français qui assurent la garde avec un blindé de la gendarmerie. Les Français d'Eulex patrouillent dans les cantons à majorité serbe du Nord, comme Leposavic, Zvečan ou Zubin Potok. Tout en surveillant le secteur, ils collectent des renseignements grâce aux nombreux contacts qu'ils établissent avec la population lors de leurs déplacements. Ces informations donnent un aperçu du climat de la région et peuvent ensuite être partagées avec la KFOR. « *Nous avons l'habitude de travailler avec l'Otan. Nous n'oublions pas que ce sont eux qui assurent nos arrières* », rappelle le colonel Espié. « *Aujourd'hui, les Kosovars ont envie de vivre normalement* », assure le capitaine Derinck. Ils sont las de la corruption et des



CHRISTOPHE FIARD/DICOD

trafics en tout genre qui sévissent dans tout le pays. Pour Eulex, c'est un autre chantier, et non des moindres : dans ce petit Etat où tout le monde se connaît plus ou moins, les arrestations de personnes ciblées sont difficiles.

La présence de la mission Eulex reste essentielle car, à terme, la police kosovare doit devenir autonome. C'est elle qui devra maintenir l'ordre dans un pays encore meurtri par la guerre civile.

■
Samantha Lille

Comment évolue la situation au Kosovo ?

Le pays vit depuis six mois dans un état d'instabilité politique dont la dernière manifestation a été l'élection présidentielle, fin mars, elle-même invalidée depuis par la Cour constitutionnelle. La situation reste donc très incertaine. Le Kosovo a acquis son indépendance depuis

trois ans, mais la population est frustrée de voir que l'indépendance n'est que partielle. Les tuteurs sont toujours là, avec une communauté internationale omniprésente : KFOR, Unmik (Mission d'administration intérimaire des Nations unies), OSCE

■ **3 questions au**
général Xavier Bout de
Marnhac, chef de la mission
européenne Eulex au
Kosovo depuis le 15 octobre
2010 ■



(Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), Eulex... Le gouvernement de Pristina a le sentiment que le Nord du pays échappe à son contrôle et qu'il n'obéit donc pas à l'Etat kosovar. Or, plus le gouvernement sera confronté à des difficultés, plus la tentation d'utiliser la tension dans cette région sera grande. Au même moment, le dialogue entre la capitale de la Serbie, Belgrade, et Pristina vient de s'engager. La volonté de la communauté internationale est de maintenir une certaine stabilité, de façon que ce dialogue puisse se construire correctement.

En prenant vos fonctions, quelles étaient vos priorités ?

Rétablir l'Etat de droit dans le Nord du Kosovo était un de mes premiers objectifs. Quand j'ai pris mes fonctions, nous n'étions pas suffisamment immergés dans cette région. Tous les personnels d'Eulex travaillant au Nord repassaient de l'autre côté de l'Ibar en fin de journée. J'ai donc demandé à ces personnes de s'implanter, de vivre et de s'insérer au sein des communautés locales.

Mon autre préoccupation était la lutte contre le crime organisé. C'est à ce titre que nous allons bientôt mettre en place, avec les autorités locales, une Task Force anti-crime organisé, comme nous avons déjà créé une Task Force anti-corruption.

Comment est perçue la mission Eulex ?

Eulex souffre d'un handicap majeur : l'Etat de droit, dans la société kosovare, a peu de sens. Il n'est inscrit ni dans la culture ni dans l'héritage du pays. Quand Eulex a été lancée, nous avons certes généré de l'espoir, mais aussi par la suite une certaine frustration. Beaucoup nous avaient perçus par ailleurs comme une énième présence internationale indiquant par là que le Kosovo n'était pas complètement indépendant. Pour autant et dans le même temps, toute une frange de la population nous a dit « *Bravo* », car nous avons été les seuls à avoir arrêté des hauts responsables pour crimes de guerre.

Du 19 au 26 mars, le Cercle sportif de l'Institution nationale des Invalides a organisé un stage de ski dans la vallée de la Maurienne à l'attention d'une dizaine de blessés militaires. L'occasion pour eux de changer radicalement leur regard sur leur handicap... Schuss!



La glisse pour se ré

Du haut des pistes de Val-Cenis (Savoie), un petit groupe de skieurs bien particuliers s'élançe. Ils évoluent sur la neige dans un style que beaucoup peuvent leur envier. Ces skieurs sont des blessés militaires. Ils participent à un stage du Cercle sportif de l'Institution nationale des Invalides (CSINI). « *Ce stage existe depuis plus de trente ans*, explique le lieutenant-colonel Emmanuel Varlet, directeur du CSINI. *Il s'adresse aux blessés militaires pour le ski alpin et aux aveugles adhérents au Cercle,*

qui pratiquent du ski de fond. C'est l'occasion pour eux de s'adonner au plaisir de la glisse, au milieu des grands espaces. »

Les stagiaires peuvent découvrir ou, pour certains, redécouvrir les plaisirs de la glisse. Moments exaltants par les blessés, c'est aussi l'occasion de se retrouver entre militaires mais surtout de sortir d'un quotidien parfois un peu morose.

« *C'est une très belle initiative. Nous sommes dix privilégiés à avoir pu participer à ce stage*, souligne Stéphane. *Après une blessure, la vie se révèle très souvent difficile et compliquée.*

adapter

Ce stage est une fenêtre vers autre chose et nous fait envisager notre handicap différemment. » « Ce type de stage propose à ces blessés tout ce qu'on peut faire "grâce" au handicap », insiste le commandant Gaëtan de la Vergne, président du CSINI, lui-même handicapé.

Pour certains, il s'agit de leur premier retour sur les pistes depuis leurs blessures. « Quand la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de terre (Cabat) m'a appelé pour me proposer ce stage, j'ai cru que c'était une blague, confie Stéphane, blessé

L'Uniski, constitué d'un fauteuil équipé d'un ski et de deux stabilisateurs, permet, après une période d'adaptation, de skier de façon performante et de profiter des plaisirs de la montagne.



en Afghanistan. Vu mes blessures, notamment à la jambe, je ne pensais pas pouvoir skier à nouveau un jour. » Le CSINI a suggéré à Stéphane la pratique de l'Uniski, un fauteuil équipé d'un ski et de deux stabilisateurs pour le maintien de l'équilibre et la prise de virages. « Au début, ce n'est pas évident pour trouver son équilibre et surtout pour tourner. Tu tombes souvent ! Et puis rapidement, on acquiert des réflexes. Nous sommes bien encadrés. »

La partie pédagogique du stage est confiée à Jean-Marie Frichet, ancien directeur technique à la Fédération handisport de ski et employé à l'Institution nationale des Invalides, et à Emmanuelle Jorcin, monitrice de ski spécialisée dans le Handiski à Val-Cenis. Des cadres du CSINI sont présents pour assister les blessés dans la pratique du ski. « Ils sont tous fantastiques. Ils ont la volonté de bien faire et ils s'en donnent les moyens, remarque Jean-Marie Frichet. Après une semaine de cours, ils peuvent descendre seuls leurs premières pistes. » Et l'entraîneur d'ajouter, « Le Handiski est un des rares sports où les invalides peuvent très rapidement "dépasser" les valides. Et là, pour eux, c'est l'extase ! »

Pour réunir les stagiaires, le CSINI a demandé à la Cellule d'aide aux blessés de l'armée de terre, à la Cellule d'aide ■■■

« Le Handiski est un des rares sports où les invalides peuvent très rapidement dépasser les valides. Et là, pour eux, c'est l'extase ! »



Très motivés, les stagiaires cherchent à repousser les limites de leur handicap... La pratique d'un sport reste un formidable moyen de réinsertion et d'adaptation.

PHOTOS : CHRISTOPHE FIARD/DICOD

Des moniteurs spécialisés encadrent ces skieurs handicapés. Certains n'avaient jamais pratiqué le ski avant d'être invalides.



« En ski-coque, la vitesse et la manière dont je dois bouger mon corps me rappellent les sensations que j'ai eues à moto. »

■ ■ ■ aux blessés et malades de l'état-major de la marine (CAB2M) et à la Cellule d'aide aux blessés, malades et familles de l'armée de l'air (CABMF)) qu'elles lui proposent des candidats à condition qu'ils soient autonomes. Cette

Le Cercle sportif des Invalides

Créé en 1966, le CSINI favorise par la pratique sportive, la réadaptation et la réinsertion des personnes handicapées ou des personnes souffrant d'une déficience visuelle. Association type loi de 1901, elle est agréée Jeunesse et sports et affiliée à la Fédération française handisport (FFH) ainsi qu'à la Fédération des clubs sportifs et artistiques de la Défense (FCSAD).

Le Cercle sportif est l'un des plus anciens clubs handisports français et l'un des plus importants, tant par le nombre de ses adhérents que par la qualité de ses résultats et de son palmarès. Aujourd'hui, le CSINI accueille près de 400 adhérents dans une dizaine de disciplines comme l'escrime, l'haltérophilie, la natation, le cyclisme, le tennis de table, le foot-fauteuil, le torball, le tir aux armes, le ski de fond et le ski alpin...

Plus d'informations sur le site Internet du CSINI : www.csini.fr

année, dix blessés militaires des trois armées (dont quatre en Afghanistan) et dix-sept non-voyants étaient présents. « Cette année nous avons quasiment doublé les effectifs par rapport à l'année dernière, et nous espérons bien faire de même pour l'année prochaine ! », note le lieutenant-colonel Varlet.

Pour certains, ce stage est devenu un rendez-vous annuel, à l'image de Christophe, amputé des deux jambes. « Je n'avais jamais skié quand j'étais valide. J'ai découvert le ski avec le CSINI. Maintenant, cela fait quatre ans que je viens. Je pratique le Dualski. » Christophe skie aussi bien qu'un valide.

« En ski-coque, la vitesse et la manière dont je dois bouger mon corps pour négocier les virages me rappellent les sensations que j'ai eues à moto. L'année prochaine, j'emmène ma famille ici, je pourrai skier avec eux ! »

Le CSINI organise d'autres événements. Ainsi, du 9 au 13 mai prochain, un stage multisports interarmées se déroulera à Bourges et réunira dix blessés militaires. Au programme, initiation à l'escrime, au badminton, au tennis de table, à la natation, au tir à l'arc, à l'aviron, entre autres. Un autre stage multisports aura lieu à Reims et Paris en juillet au profit de seize blessés militaires.

« La pratique d'une activité sportive est un formidable moyen de réadaptation et de réinsertion pour nos camarades blessés et les personnes handicapées, explique le lieutenant-colonel Varlet. Notre ambition est de devenir un point de ralliement, d'orientation et d'information pour tous les blessés qui veulent pratiquer une activité sportive. »

■
Carine Bobbera

Au Sud-Liban, le VBCL patro



Patrouille le long de la Blue Line

Quatorze véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI) déployés depuis fin 2010 effectuent des missions de surveillance dans le cadre de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul).

Le blindé peut embarquer un groupe de neuf militaires, dont un tireur chargé du canon de 25 mm.

Vingt-huit tonnes de carrosserie blindée surgissent au détour d'un chemin de terre détrempé. Il est six heures et demie du matin, un véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI) commence sa patrouille quotidienne au Sud-Liban. Quatorze VBCI sont arrivés au pays du Cèdre fin 2010 et ont revêtu les couleurs de l'Onu pour remplacer les AMX-10 dans le cadre du dispositif français de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul). Cet engin de 3,20 mètres de haut, 3 mètres de large et 550 chevaux, est capable de parcourir plus de sept cent cinquante kilomètres en complète autonomie. Il est armé par un pilote et son chef de bord, qui embarquent un groupe de neuf militaires dont un tireur pour le canon de 25 mm. A l'aide de ses caméras de surveillance jour et thermique au zoom ultra-puissant, ce VBCI assure le contrôle le long de la Blue Line, qui marque la séparation entre le Liban et Israël. Perchée sur ses huit roues motrices, la silhouette à la fois épaisse et trapue évolue avec une impressionnante souplesse sur les terrains accidentés de la zone. Son système additionnel de braquage au freinage l'autorise à franchir sans mal les ornières creusées par les pluies diluviennes tombées la veille. Le soleil rasant de ce début de matinée, en se reflétant dans les gerbes d'eau que produit l'engin sur son passage, donne une dimension presque irréaliste à la scène. ■

Cynthia Glock

Vent de Mistral

sur les futurs officiers

Depuis le retrait du service actif, l'année dernière du célèbre porte-hélicoptères *Jeanne d'Arc*, les officiers-élèves de Marine achèvent leur formation sur les bâtiments de projection et de commandement. Surtout, ils ne partent plus pour une sorte de tour de monde initiatique, mais pour s'immerger dans l'opérationnel. Embarquement sur le *Mistral* avec 135 élèves, qui ont déjà participé à Enduring Freedom et Atalante.

En rangs serrés sur le pont d'envol du *Mistral*, les officiers-élèves adressent des signes d'au revoir à leurs familles massées sur un quai de Brest. Au nombre de 135, ils vont sillonner pendant quasiment cinq mois la Méditerranée, l'océan Indien et la mer de Java pour la mission qui doit couronner leur formation : « *Jeanne d'Arc 2011* », du nom du célèbre navire-école. C'est la deuxième année que les officiers-élèves de Marine achèvent leur formation sur un bâtiment de projection et de commandement (BPC). Depuis que le porte-hélicoptères *Jeanne d'Arc* a été retiré du service actif en 2010, ce sont désormais les BPC qui prennent le relais, accompagnés par la frégate anti-sous-marine (FASM) *Georges-Leygues*.

La mission *Jeanne d'Arc 2011* constitue en même temps leur premier déploiement de longue durée et leur premier contact avec l'opérationnel. « *C'est le point d'orgue de leurs années de formation*, explique le capitaine de frégate Denis Bertin, directeur de l'école embarquée pour la mission. *Cette partie de la formation à la mer intervient en troisième année, et non plus en quatrième, pour que leur cursus soit mis en cohérence avec celui des autres écoles navales européennes.* » Très attendue par les officiers-élèves la participation du bâtiment à des activités opérationnelles, l'un des points forts de cette nouvelle organisation, leur donne la possibilité de découvrir pendant leurs études l'aspect interarmées et interalliés des missions qu'ils auront à remplir dans leurs futures carrières. « *Participer à des missions opérationnelles, c'est* ■■■



PHOTOS : JONATHAN BELLENAND / MARINE NATIONALE

**Très attendue
par les
officiers-élèves,
la participation
du bâtiment (ici
le *Mistral*) à des
activités opéra-
tionnelles est
l'un des points
forts de la
nouvelle
organisation
des cursus.**





■ ■ ■ *quelque chose que j'attendais avec impatience, se félicite l'enseigne de vaisseau Bellier. C'est la raison pour laquelle je me suis engagé. »*

« L'instruction est adossée à un mois d'opérations de lutte anti-piraterie, souligne le capitaine de frégate Bertin. Ils vivent ainsi la bascule entre les exercices et l'opération réelle. » Le groupe école a participé, début mars, à une mission de soutien humanitaire aux autorités tunisiennes et égyptiennes. A Chypre et aux abords de Djibouti, il a pris part à des manœuvres amphibies (avec notam-

« Ces officiers acquièrent une vision complète des métiers et des gens qu'ils auront à manager. »

ment les brigades spécialisées de l'armée de terre). Le soutien des opérations Enduring Freedom et Atalante de lutte contre le terrorisme et la piraterie est également au programme.

Pendant plusieurs mois en mer, leur activité s'est imbriquée dans la vie du bord. En participant à toutes les tâches, ils apprennent leur métier de marin. *« La capacité à naviguer loin, longtemps et en équipage constitue l'essence même du*

métier de marin, souligne le capitaine de vaisseau Xavier Moreau, commandant le Mistral. Pour ces élèves, il s'agit aussi d'acquérir une stature d'officier grâce à la pratique du métier et à l'expérience de la prise de responsabilités. » Les périodes de quart – à la passerelle, au central opérations ou aux machines –, alternent avec les périodes d'instruction. *« La formation des officiers-élèves ne s'effectue plus sur un navire école, comme à l'époque de la Jeanne, explique le capitaine de vaisseau Christophe Lucas, commandant le Georges-Leygues. Désormais, ils sont formés par l'équipage d'un navire en opérations. Cela ressemble à une forme de compagnonnage. »*

Sur la passerelle du *Mistral*, le silence règne. L'officier-élève Justin Bellier est le chef de quart. Il observe aux jumelles un bâtiment de commerce au loin. L'officier en titre, le lieutenant de vaisseau David Bordes, surveille ses décisions. *« Je suis chargé de former*

l'officier-élève, résume le lieutenant de vaisseau. Je vérifie si ce qu'il fait est cohérent. Je garde toujours un œil sur les systèmes de travail. En tant que chef de quart en titre, je n'interviens qu'au dernier moment. Comme dans une auto-école, je lui laisse le volant et les pédales, mais en cas de danger, je reprends la main !

Pour les membres de l'équipage, cette responsabilité pédagogique constitue une charge de travail qui s'ajoute à leurs tâches quotidiennes. Mais l'équipage s'est vite pris au jeu. « Dans la marine, nous avons l'habitude de délivrer une instruction au nouveau personnel, explique le maître principal Jean-François Inizan. Pour ce qui est des officiers-élèves, notre rôle est de les faire progresser, de leur faire acquérir les réflexes qu'ils devront avoir dans leurs futurs postes. C'est important, car ce sont les chefs de demain. » A chaque quart, les officiers-élèves changent d'« instructeurs ». « Ils bénéficient des expériences de personnes de tous grades. C'est très enrichissant pour eux, note le lieutenant de vaisseau Bordes. Ils peuvent ainsi constater les différentes manières de travailler et s'approprier celles qui leur correspondent le mieux. » « Il est également important que tout le personnel participe à leur instruction, poursuit le maître principal Inizan. Ils acquièrent une vision complète des métiers et des gens qu'ils auront à manager. » Une expérience qui remporte l'adhésion des officiers-élèves. « Après la formation théorique, nous sommes

Le Mistral a soufflé sur la Jeanne : les officiers ne se forment plus sur un navire-école. C'est désormais par l'équipage d'un navire en opérations qu'ils sont instruits.

enfin en mer pour une approche plus concrète de notre métier, explique l'enseigne de vaisseau Green. « Nous sommes au contact d'un vrai équipage, qui nous a d'ailleurs vite intégrés. Nous sommes considérés comme des officiers, et non plus simplement comme des élèves. C'est très responsabilisant. J'apprends beaucoup. »



LUDOVIC PICARD/MARINE NATIONALE

Le retour du groupe école est prévu pour la mi-juillet, à Toulon. ■

Carine Bobbera

**Vous préparez un examen
ou un concours**

**DU MINISTÈRE DE LA
DÉFENSE ?**

Personnels
militaires et civils :
**Armée de terre,
Armée de l'air,
Marine nationale,
Gendarmerie
nationale,
Services
communs...**

www.revue-d-etudes.fr
Tél. : 01 57 14 05 70

Formule classique ou
e-learning au choix

Faites confiance à la Revue d'Études qui organise ces préparations
à distance depuis près de 100 ans !



20 rue de l'Arcade 75008 Paris
contact@revue-d-etudes.fr



MAGAZINE



**Enrichissez
votre réflexion
chaque mois...**

- Les points forts de l'actualité
- L'étude d'une région du monde
- Des fiches de lecture
- Des points de vue
- Des conseils bibliographiques...

www.revue-d-etudes.fr
Tél. : 01 57 14 05 70

ABONNEZ-VOUS :
6 mois soit 6 n° pour 35 €
1 an soit 12 n° pour 60 €



20 rue de l'Arcade 75008 Paris
contact@revue-d-etudes.fr



Fin de master à

Au lieu du classique stage en entreprise, ces étudiants civils préfèrent revêtir l'uniforme durant six mois avant d'entrer dans la vie active. Grâce au partenariat entre l'armée de terre et les grandes écoles, ils misent sur le monde militaire et ses valeurs pour valoriser leur parcours. Illustration du lien armées nation.

« **S**i on nous avait dit qu'un jour on tirerait au Famas... » Issus de onze grandes écoles, ces vingt-cinq étudiants ont quitté pour quelques semaines le marketing, le droit ou les finances pour poser leur sac à Coëtquidan. Dans le cadre du partenariat grandes écoles (PGE) mis en place depuis quatre ans par l'armée de terre, ces élèves de master 1 ou 2 vont vivre une expérience unique. Tandis que leurs camarades effectueront leur apprentissage en entreprise durant un semestre, ils vont pouvoir développer leur connaissance du monde militaire sous l'uniforme. Au menu : six semaines aux Ecoles de Saint-Cyr Coëtquidan, quatre en division d'application (infanterie, artillerie, génie ou arme blindée cavalerie) et, enfin, dix semaines en régiment. Soit six mois durant lesquels rigueur, discipline et cohésion seront les maîtres mots. A Coëtquidan, ils sont intégrés au sein du 4^e bataillon, souvent appelé la quatrième école de Saint-Cyr, l'école des stages courts. Ces aspirants auront un mois et demi pour atteindre le niveau

d'un chef de section. « *La formation est rapide et très dense, mais elle est suffisante pour savoir se positionner, acquérir un savoir-être*, tempère le lieutenant-colonel Le Segretain du Patis, commandant du 4^e bataillon de l'Ecole spéciale militaire (ESM). *Le suivi est personnalisé, quasi individuel.* » Pour vingt-cinq élèves, on compte en effet sept cadres. Des conditions optimales...

C'est la première journée où ils tirent à balles réelles. En quelques heures, ils doivent apprendre à travailler le souffle, prendre une visée, allongés ou debout. En fin d'après-midi, ils passeront leur certificat d'aptitude au tir d'instruction (CATI). Et pour l'instant, ils ne sont pas prêts. « *Nous essayons de les mettre rapidement en confiance car tenir une arme n'est pas toujours simple à appréhender* », explique

la capitaine De Lazzer. Mais la persévérance finira par avoir raison de leur maladresse. A 18 heures, ils rentrent au camp, le sourire aux lèvres. Ils ont réussi le test. Place maintenant au nettoyage de leurs armes. Levés à 5 h 40 depuis une semaine, ils ont les traits tirés, mais ils résistent. Les doigts maculés de graisse, ils démontent leur Famas patiemment. L'occasion pour eux d'échanger leurs impressions sur ce qu'ils viennent de vivre. Un peu plus tôt dans la journée, un de leurs camarades les a quittés sans explication. Leur motivation aurait pu en être affectée. Au contraire, le groupe se soude davantage.

Les stagiaires ne connaissent jamais leur programme à l'avance. Alors, dès qu'ils ont un moment de répit, les paris sont lancés. « *Je suis sûr qu'on va nous faire marcher en ordre serré après le repas. On est vraiment très mauvais* », lance Cécile à son voisin de table. Pari perdu. Ce soir, ils auront droit à un test écrit de quinze minutes sur les actes réflexes et les règles de sécurité. ■■■

Partenariat grandes écoles

St-Cyr Coëtquidan



PHOTOS : BRUNO BIASUTTO/DICOD

Démontage, remontage du Famas. Avec 7 instructeurs pour 25 élèves, la formation est quasi personnalisée.

En quelques heures, ils doivent savoir prendre une visée, allongés ou debout... Les stagiaires ont six semaines pour atteindre le niveau de chef de section.





Pour l'armée de terre, le partenariat est un moyen de se constituer un vivier d'officiers de réserve.

« A la sortie des écoles de commerce, nous avons tous le même cursus, le même CV. Avec cette expérience, on va pouvoir faire la différence. »

■ ■ ■ Chacun est venu ici avec ses raisons. Etudiant en dernière année à l'Essec, Oscar voit ce stage comme la possibilité de développer un meilleur sens du leadership, mais aussi de se démarquer. « A la sortie des écoles de commerce, nous avons tous le même cursus, le même CV. Avec cette expérience, on va pouvoir faire la différence. On saura, par exemple, mieux gérer les situations de stress. Pour un recruteur, cela peut être un plus. » Bientôt 23 ans, Camille est étudiante à Sciences Po Bordeaux. Son projet de vie est bien défini : elle veut être directrice de prison. Pour elle, le PGE est un moyen de s'endurcir avant d'entrer de plain-pied dans le monde du travail. « J'ai appris à donner des ordres. J'ai compris que ce n'était pas si facile, surtout quand on doit aussi gérer la fatigue », confie la stagiaire. Pour ces jeunes qui ont l'habitude d'être valorisés et qui, pour la plupart, ont rarement connu des situations d'échec, le stage constitue un challenge.

La nuit a été réparatrice. Ils ont de nouveau enfilé leur treillis. Oubliée la fatigue de la veille et les rangers ne font presque plus souffrir. Frais et dispos, mais casqués et grimés, ils vont aborder le rôle du chef de trinôme. « Point à atteindre : de l'autre côté du carrefour. Itinéraire : on traverse. Formation : en colonne. » Les termes techniques sont peu à peu maîtrisés et, si un élève bloque, un camarade vient à sa rescousse. L'esprit de groupe est bien ancré.

Leur enthousiasme est manifeste. « Ils arrivent avec leur savoir et sont motivés pour découvrir l'excellence de notre formation, se félicite le général de division Bonnemaïson, commandant des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan. Cet état d'esprit fait plaisir à voir ! » Sur le terrain, les instructeurs les encouragent volontiers. « Ils ont tous envie de se dépasser, ils assimilent vite et bien. Je suis plutôt impressionné, certains pourraient devenir

de bons officiers sous contrat », confie l'adjudant Sandahl. Le recrutement n'est pas l'objectif premier du partenariat, mais ils sont plusieurs à envisager une carrière militaire. « S'engager, pourquoi pas ! », avance Cécile. A 22 ans, elle profite d'une année de coupure pour participer à cette formation. Elle voudrait prolonger son stage à l'école du génie, à Angers, si son classement le lui permet. Le Génie, c'est aussi vers quoi voudrait se diriger son camarade de l'Insec Bordeaux. Réserviste, il envisage de passer le concours sur titre afin d'intégrer l'École spéciale militaire. Il voit ce semestre comme une bonne entrée en matière. Pour l'armée de terre, l'objectif principal de ce partenariat est de se constituer un vivier d'officiers de réserve. Car ce stage rémunéré un peu plus de 1 000 euros par mois confère à ces jeunes le statut de réserviste pendant deux ans. Au-delà, cette aventure doit leur ouvrir l'esprit au maximum sur le monde de la défense. « Pendant ce semestre, ils seront intégrés à une collectivité qui se prépare au combat, résume le général Bonnemaïson. Ils vivront la vie d'un régiment, côtoieront des militaires récemment rentrés d'Afghanistan. Ils vont découvrir une armée opérationnelle et efficace. » Un programme qui semble attractif : la Direction des ressources humaines de l'armée de terre a reçu cette année 57 candidatures et certains recalés pensent déjà tenter à nouveau leur chance l'année prochaine. Pour le moment, les étudiants s'exercent au franchissement de carrefour, à l'assaut et à la rupture de contact. Aucun d'eux ne rechigne à se jeter ventre à terre derrière les talus. Et si les gestes sont un peu brouillons, les cadres veillent. « Soldat, vous avez votre arme dans le dos. La guerre est finie ? », lâche la capitaine De Lazzer. Visiblement, il reste du travail. Mais la formation ne fait que commencer. ■

Samantha Lille

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

SAMANTHA LILLE

22/04 DÉCÈS DU GÉNÉRAL ANTOINE LECERF

Le général de corps d'armée Antoine Lecerf est décédé le 22 avril, à l'âge de 61 ans. Il avait fait ses adieux aux armes en juillet 2010 après trente-huit ans de service. Saint-Cyrien, le général Lecerf a servi dans la Légion étrangère. Il a été déployé au Liban, au Tchad, au Gabon, en Arabie Saoudite, en République centrafricaine et en Bosnie-Herzégovine. En 1995, il est affecté en tant que professeur au CID, l'actuelle Ecole de guerre. Il occupe différentes fonctions à l'état-major des armées, puis

prend le commandement de l'état-major de force n°4 de Limoges. De juin 2006 à septembre 2007, il dirige l'opération Licorne, en Côte d'Ivoire. Puis, de 2007 à 2010 il prend la tête du commandement des forces terrestres à Lille. Grand officier dans l'ordre de la légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, il était également titulaire de la Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs avec étoile de vermeil et de la Croix de la Valeur militaire, avec deux étoiles de bronze.



SYLVAIN PETREMAND/SIRPA TERRE



BRUNO BIASUTTO/DICOD

06/04 L'INSCRIPTION KOWEIT 1990-1991 REMISE À 17 EMBLÈMES

En présence du chef d'état-major des armées, l'amiral Guillaud et des chefs d'état-major des trois armées, le ministre de la Défense et des Anciens Combattants a remis l'inscription Koweit 1990-1991 à 17 emblèmes le 6 avril sur le parvis des arènes de Nîmes. Cette cérémonie est interve-

nue dans le cadre du 20^e anniversaire de la guerre du Golfe. Quatre cents hommes représentant les 17 unités mises à l'honneur étaient présents à la prise d'armes. Pour le détail des formations ayant reçus l'inscription, lire le dossier « Guerre du Golfe », *Armées d'aujourd'hui* n° 358.

17-19/04 GÉRARD LONGUET EN VISITE EN AFGHANISTAN

Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants s'est rendu aux côtés du chef d'état-major des armées, l'amiral Guillaud, sur le théâtre afghan du 17 au 19 avril. Au cours de son déplacement, Gérard Longuet est allé à la rencontre des troupes françaises qui œuvrent sur le terrain dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Fias) de l'Otan. Le ministre s'est tout d'abord rendu à Kaboul, où il a pu

visiter l'hôpital français avant de se rendre en Kapisa, puis en Surobi. Le dispositif français, dans le cadre des opérations en Afghanistan, regroupe 4000 militaires. Leurs missions consistent à sécuriser les zones placées sous leur responsabilité, soutenir les opérations de développement et de reconstruction ainsi que d'accompagner la montée en puissance de l'Armée nationale afghane.



ECPAD



EMA

06-09/04 LE CEMA REÇOIT LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR ALLEMAND

Le chef d'état-major des armées (CEMA), l'amiral Guillaud, a reçu son homologue allemand, le général Volker Wieker du 6 au 9 avril. Après une série d'entretiens à Paris, les deux hommes sont allés à l'Ecole franco-allemande Tigre, au Luc-en-Provence où sont formés pilotes, chefs de bord et chefs de patrouille français et allemands servant sur l'hélicop-

tère de combat Tigre. L'amiral Guillaud et le général Wieker se sont ensuite rendus sur le bâtiment de projection et de commandement *Tonnerre*, à la base navale du Toulon, et sur la frégate de défense aérienne *Chevalier Paul*, en entraînement au large. Ils ont effectué le transit entre les deux navires à bord d'un NH 90, un hélicoptère livré aux deux nations.

13/04 PRÉSENTATION DE L'A400M AU MINISTRE DE LA DÉFENSE

L'avion de transport A400M a été présenté, le 13 avril, au ministre de la Défense et des Anciens Combattants au cours de sa visite chez Airbus, à Toulouse. Gérard Longuet a pu découvrir l'intégralité de l'aéronef, du cockpit à la tranche arrière. Il s'est dit « impressionné » et a par ailleurs précisé que l'avion avait « vocation à servir la stratégie de défense française, qui est une stratégie de

mobilité, de capacité à se projeter, de polyvalence, d'usage interarmes ». Le ministre a également salué le savoir-faire « qui honore l'industrie européenne ». Le programme A400M est développé en partenariat par sept pays : Allemagne, France, Espagne, Royaume-Uni, Turquie, Belgique et Luxembourg. La France en a commandé 50 exemplaires. Le premier sera livré en 2013.



ECPAD

AVRIL MUTUALISATION DE LA CAMPAGNE ITINÉRANTE SUR LE HANDICAP



Pour la dernière année du Plan Handicap 2009-2011, la campagne itinérante de formation et d'information sur le handicap (CIFIH) qui débute mi-mai, réunit plusieurs ministères. A l'initiative de celui de la Défense et des Anciens Combattants, les services du Premier ministre, le ministère de la Justice et des Libertés

ainsi que le ministère de la Culture et de la Communication se sont associés pour partager leur expérience en matière de recrutement et de maintien dans l'emploi de personnes en situation de handicap. Pilotée par la direction des ressources humaines du ministère de la Défense et des Anciens Combattants, cette campagne souhaite sensibiliser les agents sur la reconnaissance « administrative » du handicap grâce à une meilleure compréhension des procédures et une plus grande visibilité des acteurs. Cette année, elle a pour thématique phare : la prévention.

AVRIL VERSEMENT DE LA SOLDE : UN NOUVEAU PAS VERS LA MODERNISATION



CHRISTOPHE FIARD/DICOD

Depuis le mois d'avril, le Service de santé des armées (SSA) est le premier service du ministère de la Défense à utiliser le Logiciel unique à vocation interarmées de la solde (Louvain). Il s'agit d'un système commun de traitement des rémunérations (solde, primes, prestations familiales, retenues) de l'ensemble du personnel militaire d'active et de réserve des trois armées, de la gendarmerie nationale et des services.

Il permet de prendre en compte rapidement les événements qui impactent la solde : nouvel enfant, primes, revalorisation indiciaire. Le versement de la solde du mois d'avril pour le personnel du SSA a démontré l'efficacité du fonctionnement du calculateur qui va être généralisé à l'ensemble du ministère, ce qui permet de franchir une étape importante de la modernisation de la gestion des ressources humaines.



EMA

18/04 L'« AQUITAINE » APPAREILLE POUR LA PREMIÈRE FOIS

La frégate *Aquitaine* a effectué le 18 avril, sa première sortie à la mer au large de Lorient. L'*Aquitaine* est la première des 11 frégates multimissions (Fremm) commandées sous la responsabilité de la Direction générale de l'armement (DGA) pour la marine nationale. Cette sortie à la mer marque le début des essais de qualification et d'intégration qui seront conduits jusqu'à la réception de la frégate par la DGA, en

2012. Le programme franco-italien prévoit la livraison de 21 frégates aux deux pays. En France, ces bâtiments constitueront à terme l'ossature de la flotte de surface dans les différents domaines de lutte à la mer (anti-sous-marin, anti-aérienne, anti-navire et asymétrique). D'un tonnage de 6 000 tonnes pour une longueur de 142 mètres, les frégates peuvent atteindre la vitesse de 27 nœuds.



CYNTHIA GLOCK/DICOD

LES OPERATIONS



Les opérations conduites aujourd'hui par les forces françaises englobent systématiquement la prise en compte du facteur « population civile ». Cette rupture avec le passé, où toutes les forces étaient mobilisées pour neutraliser un ennemi clairement identifié, découle de l'expérience de la gestion du conflit des Balkans dans les années 1990. La nécessité de rétablir une stabilité dans cette région et d'y favoriser le retour d'un Etat de droit a contraint les militaires français à mener une réflexion stratégique et tactique. La création d'un Groupement interarmées des actions civilo-militaires (GIACM) en 2001 et la publication en 2005 de la « Doctrine sur la coopération civilo-militaire », ont confirmé cette évolution des modes opératoires. Que ce soit au Kosovo, au Liban ou en Afghanistan, l'aide à la population, les projets de développement économique et culturel s'imposent comme des actions tactiques permettant d'atteindre les objectifs fixés aux armées par les chefs politiques, au même titre que les actions coercitives de sécurité. C'est le nouvel enjeu du concept de l'approche globale.

Dossier réalisé par Cynthia Glock

CIVILO-MILITAIRES

Vice-amiral d'escadre Bernard Rogel, sous-chef d'état-major Opérations de l'état-major des armées

« *Vers une approche globale de la gestion des conflits* »

Pourquoi les opérations militaires modernes incluent-elles un volet civil ? Cela signifie-t-il que les militaires mènent une mission « humanitaire » dans le cadre de leurs opérations ?

Les conflits qui agitent le monde aujourd'hui, une quarantaine au total d'ampleurs diverses, sont souvent de nature asymétrique. Il ne s'agit plus de guerres d'affrontements classiques, interétatiques, bien que cette menace soit toujours présente, mais de guerres irrégulières qui se développent au sein d'Etats fragiles ou faillis.

L'action militaire n'a jamais été suffisante pour résoudre les crises. Toute sortie de crise de guerre a toujours nécessité une action civile pour reconstruire un pays et relancer la vie économique et politique. Mais, depuis plusieurs années, avec la multiplication des conflits asymétriques – l'Afghanistan en est un parfait exemple –, nous avons pris conscience qu'il fallait envisager une approche globale d'emblée, c'est-à-dire sans attendre la fin des combats, une nécessité soulignée par le Livre blanc.

Dès la conception de l'intervention, il faut penser en termes militaires pour réduire les menaces, mais aussi en termes de soutien à la gouvernance, à la reconstruction et au développement.

Cela ne signifie pas que les militaires doivent endosser tous les rôles à la fois, celui du guerrier, du diplomate, de l'économiste et de l'humanitaire. L'approche globale, c'est la coordination des efforts de tous les acteurs au profit d'un objectif commun.

Il faut bien se garder de toute confusion. L'approche globale ne vise pas à militariser les actions humanitaires. La vocation des militaires, c'est de faire la guerre, pas de conduire des missions humanitaires, à moins de circonstances exception-

nelles, dictées par l'urgence, lorsque les militaires sont les seuls à disposer de capacités d'intervention spécifiques et rapidement mobilisables. C'est souvent le cas après une catastrophe naturelle, comme le séisme en Haïti, où nous pouvons être mobilisés en première ligne pour acheminer des secours, faire des reconnaissances aériennes, etc., l'objectif étant toujours de passer le relais le plus rapidement possible aux humanitaires.

Ainsi, les actions Cimic (actions civilio-militaires) sur les théâtres n'ont pas vocation à se substituer à celles des agences civiles de développement. Les Cimic investissent dans des micro-projets dont la réalisation à court ou, au plus, à moyen terme permet à la force d'en tirer rapidement les bénéfices dans ses relations avec la population. Elles sont d'autant plus nécessaires que nos opérations s'inscrivent le plus souvent dans la durée.

En quoi consiste le concept de « manœuvre globale » et quels en sont les enjeux ? Quelle place y est réservée aux opérations militaires ?

Au niveau stratégique, nous travaillons dans le cadre de l'approche globale, qui inclut des acteurs civils, s'inscrit dans une action interministérielle, interagences et, le plus souvent, multinationale. Nous le faisons désormais dès le stade de la planification de précaution.

La manœuvre globale se situe au niveau tactique. Le chef militaire, le commandant de la compagnie, le chef de section, qui sont sur le terrain, dans la vallée de Bédraou, en Kapisa, comme au Sud-Liban, doivent tous, à leur niveau, être conscients de la complexité de leur environnement et actionner les outils à leur disposition pour appuyer l'action militaire.

Le chef militaire ne pense pas uniquement en termes de combat. Il doit parallèlement développer les relations avec les responsables locaux, avec la population, conduire des actions pour faciliter l'intégration de la force au sein de la population (coopération civilo-militaire), encourager sa désolidarisation des insurgés (actions d'influence), planifier les opérations en prenant en compte les actions conduites en parallèle par les acteurs humanitaires, organisations internationales ou autres.

Les militaires ont toute leur place dans l'approche globale, car

Les militaires ont toute leur place dans l'approche globale, car ils sont et seront toujours nécessaires à la résolution des conflits.

Interview

ils sont et seront toujours nécessaires à la résolution des conflits. Si la coopération est indispensable avec les autres acteurs, elle n'est pas synonyme d'intégration. Il y a une répartition des rôles qui doit être comprise et acceptée par tous et qui doit être adaptée à la situation du terrain.

Quand l'action militaire est au premier plan, comme c'est encore le cas en Afghanistan, il revient aux militaires de coordonner l'ensemble des actions sur le terrain. Quand le niveau de violence est maîtrisé, il revient aux experts civils de coordonner la suite des actions, de gouvernance et de développement, avec, si besoin, un appui des forces armées.

Comment évolue la doctrine d'emploi des forces dans ce domaine ? Une même méthodologie est-elle applicable dans toutes les situations opérationnelles ?

Le concept d'approche globale s'est progressivement formalisé au sein des organisations internationales, Onu, Otan, UE, comme en France.

Les Nations unies ont développé une approche intégrée, qu'elles mettent en œuvre depuis plusieurs années avec les missions dites multidimensionnelles, qui peuvent compter un volet militaire, un volet de force de sécurité civile, un volet humanitaire ou encore d'Etat de droit.

L'Union européenne défend, quant à elle, une approche globale qui repose sur la diversité des capacités dont elle dispose intrinsèquement.

L'Otan, enfin, a développé la *comprehensive approach* mais, en tant qu'organisation militaire, elle n'a pas souhaité développer de capacités civiles projetables. Son nouveau concept stratégique, présenté au dernier sommet de l'Otan à Lisbonne, souligne la nécessité de renforcer sa capacité à travailler dans le cadre d'une approche globale sans pour autant développer de capacités civiles projetables.

De notre côté, la doctrine continue évidemment d'évoluer. Le centre interarmées de concepts de doctrines CICDE vient récemment de publier *Approche globale dans la gestion des crises extérieures et contribution militaire* (consultable sur le site Internet www.cicde.defense.gouv.fr).

Dans tous les cas, la doctrine ne doit pas être un carcan qui fixe d'avance les outils à mettre en œuvre pour une crise qui n'existe pas encore. Il n'est pas deux crises semblables. Il n'est pas de solution unique pour les résoudre. Les environnements tactique, culturel, économique, géographique ou politique sont autant de variables qui commandent la planification de nos opérations, la réflexion globale sur la gestion de la crise.

Comment décririez-vous le dispositif mis en place en Afghanistan ? Où en est-il, et comment est-il amené à évoluer ?

En Afghanistan, l'approche globale permettant de mieux coordonner les efforts civils et militaires est l'un des quatre principes de l'engagement de la communauté internationale, définis lors du sommet de l'Otan à Bucarest, en 2008.

Plusieurs pays ont désigné un envoyé spécial Afghanistan-Pakistan (AFPAK) pour prendre en compte le contexte régional de la crise. Dès 2003, la FIAS avait commencé à mettre en place des équipes

provinciales de reconstruction (PRT) pour prendre en compte les aspects gouvernance et développement au niveau des provinces et des districts d'Afghanistan. La France a mis en place une *task force* (TF) interministérielle, AFPAK, au sein du ministère des Affaires étrangères, qui rassemble des diplomates chargés du suivi de l'Afghanistan et du Pakistan, des représentants des forces armées, de



EMA

l'Agence française de développement, et qui accueille les contributions d'experts de la société civile. Cette TF permet de coordonner l'action publique de la France en matière d'aide au développement et d'appui à la gouvernance, en liaison avec les autorités afghanes et pakistanaïses, et avec nos partenaires de la coalition.

Avec cette équipe, nous avons supervisé la mise en place, auprès de la brigade La Fayette, en Kapisa et Surobi, d'un Pôle Stabilité, une équipe qui regroupe une dizaine d'experts civils. Déployée à l'été 2010, elle a commencé à développer des projets avec les autorités afghanes dans le domaine de l'agriculture, de l'administration publique, des infrastructures, de la santé et de la justice. Cette équipe travaille en liaison avec notre brigade, et notamment les équipes Cimic, mais aussi avec les ONG qui opèrent localement, avec les équipes de l'Onu et avec la PRT américaine de Kapisa.

Le Pôle Stabilité permet déjà d'accroître les synergies des actions françaises dans notre zone. Il s'agissait là d'un effort essentiel à réaliser pour accompagner les campagnes d'opérations successives que nous avons conduites depuis l'été dernier en Kapisa et en Surobi. ■

Propos recueillis par la rédaction

Aide à la reconstruction au Kosovo. La philosophie des actions civilo-militaires est d'intégrer la force dans son environnement humain.



JEAN-BAPTISTE TABONE/SIRIPA TERRE

1995-2005, l'évolution d'un concept

Des premières actions menées en Bosnie à la publication de la doctrine sur la coopération civilo-militaire, l'idée s'est imposée que, pour atteindre leurs buts, les militaires devaient agir avec la population, les autorités locales ou les organisations humanitaires. Un peu d'histoire...

« **T**oute opération de stabilisation ou de soutien à la paix fait appel à plusieurs dizaines d'Etats ou d'organisations », note le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale (2008). Depuis la fin de la guerre froide, un nouveau contexte géostratégique émerge, marqué par la complexité des conflits et des relations internationales, comme l'ont montré les crises des années 1990 en Irak, dans les Balkans ou en Afrique. Pour les militaires, qui agissent généralement sous mandat des Nations unies, dans le cadre d'opérations multinationales, la protection des populations est devenue un enjeu. Même dans le volet sécuritaire, il leur faut prendre en compte des paramètres politiques, humanitaires, économiques, sociaux, culturels. « *Les forces armées occidentales ont développé des capacités variées de gestion des crises qui intègrent de plus en plus le facteur "environnement civil"* », explique le colonel François Chauvancy, du Centre interarmées

de concepts, de doctrines et d'expérimentation (CICDE). *La coopération civilo-militaire en fait partie.* » Les forces françaises mènent leurs premières actions civilo-militaires (ACM) en 1995, dans un cadre national lors de leur engagement pour le maintien de la paix en Bosnie. Appui à la remise en route d'institutions administratives, aide logistique aux élections, soutien à la reconstruction et à l'éducation sont autant d'exemples de ces actions qui doivent, après la crise elle-même, faciliter le passage de relais aux acteurs civils. Le succès de ces actions présente également l'avantage de « *désengager les forces plus rapidement en instaurant les conditions d'une stabilisation durable* » précise le colonel. En Bosnie, des réservistes spécialisés dans des domaines comme les télécommunications ou le bâtiment et les travaux publics ont mis en contact des entreprises françaises avec les autorités locales. Ce soutien aux acteurs civils de la reconstruction a débouché, par exemple, sur l'électrification de la ligne ferroviaire Mostar-Ploce et sur l'équipement de radionavigation de l'aéroport de Sarajevo. L'expérience bosniaque des ACM est le point de départ de la formalisation, en 1997, de la « directive sur la fonction

Doctrine

opérationnelle ACM », émanant de l'état-major des armées. Pour la première fois, un texte réglementaire exprime la nécessité de faciliter l'interaction directe, en zone de crise, entre forces armées et environnement civil (population, autorités locales, organisations humanitaires, entreprises engagées dans la reconstruction). Jusque-là expérimentées de façon empirique, les ACM prennent une forme aboutie au Kosovo à partir de 1999. Des militaires participent à la reconstruction, d'autres organisent les relations entre la force et les organisations humanitaires chargées des réfugiés kosovars. Cette implication « multi-forme » dans le tissu civil local contribue à donner une image positive de la force otanienne auprès de la population.

Mises en œuvre par les forces spéciales, premières à « cartographier » l'environnement civil à l'ouverture d'un théâtre, les ACM rejoignent le giron des outils militaires « conventionnels » en 2001, avec la création du Groupement interarmées des actions civilo-militaires (GIACM). La notion d'ACM est consolidée avec la publication, en 2005, du concept, puis de la doctrine sur la coopération civilo-militaire ou Cimic. De simple action d'appui direct aux forces, elle s'élargit à l'idée de coopération, intégrant la notion de défense des intérêts nationaux.

« La Cimic désigne la fonction opérationnelle destinée à améliorer l'intégration de la force dans son environnement humain afin de faciliter l'accomplissement de sa mission, notamment en permettant un retour à un fonctionnement local aussi normal que possible, résume le colonel Chauvancy. Elle concerne toutes les formes d'aide que les armées apportent à la restauration de l'Etat de droit et des fonctions vitales d'un pays. »

L'histoire française avait mis en relief le nécessaire lien entre force militaire et population pendant de la période coloniale. « D'une certaine façon, nous renouons avec des modes d'action développés dans le passé, conclut le colonel Chauvancy. A ceci près qu'hier il s'agissait de rester, alors qu'aujourd'hui l'enjeu est de stabiliser la situation pour désengager les forces du théâtre. »

■
Cynthia Glock

« L'enjeu est de stabiliser la situation pour désengager les forces du théâtre. »

L'EXPÉRIENCE DU KOSOVO

Projeté de juin à novembre 2009, le lieutenant-colonel Michel Constantin fut le dernier conseiller Cimic au Kosovo.

« Sur le terrain, j'étais le conseiller Cimic du général commandant la Task Force Multinationale Nord. Nous avons surtout appuyé la rétrocession du site de l'immeuble de "La Concession", à la municipalité de Mitrovica. Cet ancien centre culturel au cœur du quartier albanais situé à deux pas du pont Austerlitz, dans le sud de la ville, était une des positions clés du dispositif de sécurité où des compagnies françaises se sont succédé pendant une dizaine d'années. Le bâtiment a pu retrouver sa vocation en 2009. Nous avons financé et créé une salle Internet, réaménagé les abords du bâtiment, notamment les berges de la rivière l'Ibar. Nous avons aussi conduit des actions dans le nord de la ville, à majorité serbe, pour aider à reloger des populations déplacées.

Mitrovica étant un point sensible du théâtre, nous ne devions en aucun cas favoriser l'une des deux communautés. La cellule Cimic a été très sollicitée. Pour qu'un projet soit retenu, il devait répondre à un certain nombre de critères. Par exemple, il était impératif qu'il bénéficie à la collectivité, et non à un individu. Ensuite, nous devions respecter l'équilibre entre Serbes et Albanais. Les Serbes souhaitaient que l'on rénove une route proche de la frontière avec la Serbie. Ce projet n'a pas été retenu car il pouvait être mal interprété. En revanche, nous avons réparé le groupe électrogène que l'Onu avait au monastère de Devic, non parce qu'il est serbe, mais parce qu'il est situé dans une enclave serbe en territoire albanais et qu'il importait de stabiliser cette zone.

Toutes nos actions s'inscrivaient dans les lignes d'opération de la force. Quand le commandant de la brigade devait porter l'effort sur une zone sensible dans une région, nous l'accompagnions par un appui Cimic : installation d'éclairages, distribution de fournitures scolaires... Un conseiller économique installé à Pristina travaillant pour la cellule Cimic faisait parvenir aux entreprises de l'Hexagone les appels d'offres pouvant correspondre aux besoins du théâtre. Les projets des détachements Cimic ou des missions de l'Union européenne, ont contribué à stabiliser le pays. »

Samantha Lille



DR

Christian Testot, Haut Représentant civil, responsable du Pôle Stabilité à Nijrab

« Occuper le terrain de la gouvernance et du développement »

Installé à l'état-major de la Task Force (TF) La Fayette à Nijrab en Kapisa, le Pôle Stabilité est chargé de mettre en cohérence les efforts civils avec le tempo des opérations militaires. Son responsable, diplomate de haut niveau du ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE), nommé « Haut Représentant Civil », est l'alter ego civil du général commandant la TF La Fayette. A la tête du Pôle Stabilité depuis le 1^{er} mars 2011, Christian Testot explique pour *Armées d'Aujourd'hui* le rôle du Pôle Stabilité et les projets que cette structure a initiés depuis moins d'un an d'existence.

Début 2009, à l'instar de nos alliés, le président de la République a nommé un Haut Représentant français pour l'Afghanistan et le Pakistan, qui souligne le besoin de mettre en œuvre une aide civile en complément des actions militaires, dans la zone de responsabilité française (province de Kapisa et district de Surobi). Dans le cadre d'une stratégie d'approche globale de la gestion du conflit mise en œuvre par l'Otan, l'objectif est, parallèlement aux opérations militaires conduites pour sécuriser notre zone de responsabilité, de porter les efforts sur le développement (éducation, agriculture, infrastructures, électricité...) et l'aide à la gouvernance (remise sur pied des pouvoirs publics et des services essentiels de l'Etat). Sur ordre du président de la République, une réflexion commune du ministère de la Défense et du MAEE débouche sur la mise en place, à l'été 2010, du Pôle Stabilité, structure civile chargée du développement et de l'aide à la gouvernance adossé au dispositif militaire français en Afghanistan.

Qui compose le Pôle Stabilité ? Quel est votre rôle et comment travaillez-vous avec le commandement militaire français ?

Le Pôle Stabilité se compose d'une dizaine de chargés de mission placés sous la direction d'un Haut Représentant Civil en Kapisa et Surobi, diplomate de carrière, appuyé par un adjoint et un chef de projet. Dans sa composition actuelle, les chargés de mission sont des experts (irrigation, agriculture, gouvernance, etc...) familiers des situations de crise. Ils ont pour fonction d'identifier des projets de gouvernance et de développement, au plus près des besoins et des demandes des populations. Le Pôle sélectionne ensuite les partenaires (ONG, entreprises, programmes nationaux portés par des administrations afghanes) et appuie la mise en œuvre des projets en liaison étroite avec les autorités afghanes

nationales et locales, selon les priorités qu'elles ont elles-mêmes définies et dans une perspective d'« afghanisation ».

Le fait d'agir dans la zone d'activité de nos forces implique naturellement un dialogue et une concertation permanents avec la TF La Fayette (état-major, planification, Cimic, etc...). Cette nécessaire coopération est l'une des raisons principales de l'installation de la majorité des effectifs du Pôle et du Haut Représentant à Nijrab, aux côtés du général commandant la TF et au cœur du dispositif militaire français.

Le Pôle Stabilité s'inscrit-il dans un cadre d'approche globale plus large (coalition) dans cette région de l'Afghanistan ?

Oui, dans la mesure où la force est placée sous le commandement américain du RC-Est basé à Bagram, qui appuie son action sur un concept d'approche globale, où les critères d'efficacité et



SEBASTIEN LAFARGUE/ECPAD

Afghanistan

de réussite sont aussi bien civils que militaires. L'un des membres du Pôle est chargé des relations avec les responsables américains de l'action civile du RC-Est.

Quelles actions ont été réalisées depuis un an ? Quels sont vos axes d'efforts à venir ? Quels en sont les enjeux ?

La programmation en cours comporte, pour un budget de 17 millions d'euros, un important volet « électricité », avec la construction d'une ligne d'une trentaine de kilomètres entre la capitale provinciale Mahmoud-E Raqi et Nijrab. Les travaux sont en cours de planification et pourraient commencer incessamment. L'agriculture et le développement rural constituent une autre priorité, qui a bénéficié de plus de 21 millions d'euros entre 2009 et 2010, dans une région presque exclusivement agricole. Enfin, nous menons des actions de formation en matière éducative et une opération de réhabilitation / équipement de l'hôpital de Surobi, doublée d'une action de formation du personnel médical.

Nos actions en 2011 devraient s'inscrire dans la continuité de ces programmes, avec la poursuite du projet « électricité » envisagé dans le sud de la province de Kapisa. En termes de qualité de vie et de niveau d'activité, son impact sera très important pour

les populations, dans une zone restée pratiquement à l'écart des projets de développement jusqu'à présent, et donc d'autant plus sensible à l'influence et aux pressions talibanes. Nous envisageons également de travailler sur un projet d'irrigation pour accroître les rendements agricoles, ainsi que de poursuivre le programme de coopération agricole, mené via le ministère de l'agriculture afghan. Il pourrait comporter un volet « amélioration de la production de grenades », destiné à augmenter la qualité et la quantité de la production. Nous souhaitons également conduire des programmes de construction / réhabilitation de dispensaires et de trois établissements scolaires, pour accueillir des enfants dont les conditions actuelles de scolarité sont très difficiles. Ces actions seront doublées de programmes de formation. Enfin, nous n'oublions pas la gouvernance, avec un appui à un programme national mis en œuvre par les Nations unies, ainsi qu'une opération de sensibilisation des populations et de leurs représentants aux questions de justice.

Par ces actions, nous entendons améliorer la situation des populations de Kapisa et de Surobi, mais aussi, en travaillant main dans la main avec les ministères afghans concernés, renforcer leurs capacités et leur autorité, tant au niveau national que local, et donc leur légitimité auprès des populations. ■





Les « Cimic » français ont participé à l'organisation d'un système de coopératives oleicoles.



PHOTOS : BRUNO BIASUTTO / DICOD

Liban : Le plan d'action des casques bleus fran

Profitant de la réorganisation de leur dispositif et de l'extension de leur zone d'action au Sud-Liban, les militaires français ont prévu des actions de coopération dans l'agriculture, l'eau, la francophonie. Détail.

« **L**a ré-articulation du dispositif français en mars dernier a été l'occasion de renforcer la coopération civilo-militaire française au Liban », affirme le commandant de réserve Jérôme Papat, conseiller Cimic du détachement français de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul). Basé à l'ambassade de France à Beyrouth, le commandant fait l'interface, pour les actions Cimic, entre les éléments français, la diplomatie française et les autorités gouvernementales libanaises. Depuis le 1^{er} mars, les 1300 casques bleus français ne sont plus responsables d'une zone délimitée, comme c'est le cas des autres contingents, au sein de l'aire de responsabilité

de la Finul au Sud-Liban, une zone de 40 kilomètres nord-sud, du fleuve Litani à la « blue line » qui sépare le Liban d'Israël. Ils arment la Force Commander Reserve (FCR), force de réserve du commandant de la Finul, habilitée à intervenir en tous points de la zone d'opération onusienne. « Nos militaires circulant désormais dans toute cette zone du Sud-Liban, il est important qu'ils nouent encore plus de contacts avec la population et les autorités locales », complète le colonel Haberey, chef de corps de la FCR. D'autant que, dans cette région dévastée par la guerre contre Israël, « la confiance n'est jamais acquise, même si les casques bleus font partie du paysage depuis 1978 ».

« Le passage en FCR est l'occasion de pérenniser notre engagement par des actions à plus long terme », explique le commandant Papat. Son plan d'action pour 2011 comporte trois



çais pour 2011

volets : éducation, agriculture et eau. Préparé en coordination avec le ministère des Affaires étrangères, le gouvernement libanais ainsi que les autorités des Nations unies au Liban, il a été validé par l'état-major des armées. Le volet éducation répond à la volonté des établissements francophones du Sud-Liban de revitaliser l'enseignement du français. Il repose sur deux projets impliquant une centaine d'écoles, soit 50 000 élèves : un concours récompensé par un séjour linguistique en France et la projection itinérante de films français choisis pour leur portée pédagogique. « Mené avec l'appui du ministère de l'éducation libanais et des services culturels français, et avec les moyens des équipes Cimic tactiques, ces projets pourraient être reconduits chaque année », précise le commandant.

Le deuxième volet, « agriculture », comprend lui aussi deux projets. D'abord, une action de reforestation : avec l'expertise d'une ONG environnementale locale, des écoliers et des soldats de la Finul et de l'armée libanaise ont planté 10 000 pins, noyers

Liban

et oliviers. Puis, une action concernant la culture des olives. « La filière oléicole est fortement structurante pour l'économie locale, affirme le commandant Pupat. Or, le Sud-Liban importe de l'huile d'olive, alors qu'il regorge d'oliviers ! » Dès 2008, les Cimic français ont participé à l'organisation d'un système de coopératives (élevage, récolte, presse, distribution et vente). Aujourd'hui, pour le ministère de l'Agriculture libanais, les ONG spécialisées et l'Agence française de développement, l'objectif est de stabiliser la filière, de lui donner une stratégie commerciale, voire de labelliser le terroir.

Dernier volet : l'eau. Des résurgences d'eau douce en mer existent au large des côtes de Tyr. En lien avec la Direction générale des ressources hydrauliques du Liban, des plongeurs français et libanais doivent explorer les fonds et étudier comment ces résurgences pourraient irriguer les sols. A l'état expérimental, ce projet pourrait se concrétiser avec l'aide de PME françaises.

Le plan d'action Cimic 2011 touche donc de grands sujets de préoccupation des Libanais. Et, d'un côté ou de l'autre de la Méditerranée, il mobilise de nombreux acteurs étatiques et économiques. Mais si le lancement de ces projets d'envergure est rendu possible aujourd'hui, c'est grâce au travail des équipes sur le terrain, mandat après mandat. Au plus près des populations, elles ont identifié les problématiques que la Finul peut contribuer à résoudre. Pour leurs actions de court terme et à forte visibilité, les équipes françaises disposent d'un budget annuel de 100 000 euros.

Infrastructures, électricité, santé : elles se focalisent sur des projets de soutien à la gouvernance et à l'éducation, en privilégiant les zones sensibles. Dernièrement, à Bint Jbeyl, une ville de plus de 30 000 habitants, les Cimic ont fait remplacer par un entrepreneur local le réseau électrique d'éclairage et de chauffage de l'école qui accueille huit cents élèves. Ils ont aussi équipé la salle informatique du nouveau centre culturel régional. « C'est un projet important, assure le responsable du centre, Hassan Jouni. Car ici se retrouvent des hommes, des femmes et des enfants de tous âges et de toutes confessions, venus des 36 villages alentours. » Hassan Jouni estime en outre « primordial que les habitants sachent à quel point les casques bleus, loin de leur famille et de leur foyer, s'investissent pour eux. » Des propos qui semblent confirmer la pertinence de l'action quotidienne des Cimic. En poursuivant le travail de terrain, les Cimic français impliquent plus que jamais les forces dans leur environnement. ■

Militaires « Cimic » en Afghanistan. « S'il n'est pas réalisé dans le respect de la culture et des coutumes, un projet peut être contre-productif. »

SIRPA TERRE



Le GIACM, interface entre civils et militaires

Ils nouent des contacts avec les civils – habitants, humanitaires, entreprises – et réalisent des projets intéressant la population. Mission de ces militaires : gagner les esprits et les cœurs.

Quelle que soit leur intensité, les crises actuelles se déroulent sur des théâtres où les populations sont au centre des opérations militaires. Suite aux retours d'expérience des engagements dans le golfe arabo-persique, puis dans les Balkans (*lire p. 50*), l'état-major des armées (EMA) crée en 2001 le Groupement interarmées des actions civilo-militaires (GIACM), pour mettre en œuvre la Cimic (acronyme Otan pour Civil Military Cooperation) en opération extérieure. Le GIACM devient l'interface entre militaires et civils. Basé à Lyon, il est subordonné au Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) de l'EMA. Sur les

théâtres, ses personnels appuient les opérations militaires par des actions permettant d'insérer la force dans son environnement civil : population, organisations humanitaires, entreprises.

Premier volet de leur action, en matière d'appui à la force, les Cimic montent des projets de court terme, tournés vers la population. Ces *quick impact projects*, menés avec les unités combattantes, facilitent l'acceptation de la force dans sa zone. Il peut s'agir de la création ou de la réfection d'infrastructures, d'aide à l'agriculture, de soutien éducatif (distribution de fournitures, cours) ou sanitaire (organisation d'une aide médicale ou vétérinaire)... « Les projets ne sont pas une fin mais un moyen d'occuper une zone d'intérêt tactique autrement que par les armes, explique le colonel Thomas Toussaint, chef de corps du GIACM. D'autant qu'en rencontrant régulièrement la population, le commandement peut mesurer l'impact de son

Opérationnel

action dans sa zone ». Bien que choisis en fonction des besoins exprimés par les autorités locales, « *ces projets sont avant tout un soutien conjoncturel* ». Le commandement dispose pour leur réalisation d'un budget annuel fixé par l'EMA (actuellement 100 000 euros au Liban, 600 000 en Afghanistan), auquel peuvent s'ajouter d'autres financements selon les théâtres d'opérations (Nations unies, Otan, UE...). « *S'il n'est pas réalisé dans le respect de la culture et des coutumes, un projet peut être contre-productif* », précise l'adjudant-chef Maure. Il doit aussi impliquer, autant que possible, des ouvriers et fournisseurs locaux. D'où la volonté des Cimic de se coordonner avec tous les interlocuteurs de la zone dans laquelle ils opèrent.

Etablir ces contacts constitue le deuxième volet de la mission du GIACM en opex. A l'arrivée sur un théâtre d'opérations, le premier rôle des Cimic est d'identifier l'ensemble de la sphère civile : population, autorités, entreprises, organisations humanitaires. Puis, d'organiser des rencontres entre eux et les militaires afin de faire coïncider les objectifs de la force avec les contraintes des acteurs civils. C'est le cas lorsque la force souhaite mener des projets dans sa zone d'opération, par exemple, et que les autorités locales la guident dans ses choix. Pour ce qui est des humanitaires, généralement très imbriqués dans leur environnement, la liaison avec les Cimic est cruciale. « *Nous entretenons un dialogue étroit avec les organisations qui le souhaitent, sur les théâtres et hors théâtres* (lire p. 58), précise le chef de corps du GIACM. *Ne serait-ce que pour nous assurer qu'ils ne vont pas se retrouver au milieu d'une opération en cours, ou pour coordonner nos moyens dans les cas d'urgence humanitaire.* »

La connaissance du milieu humanitaire et les liens qu'ils tissent en son sein permettent aux personnels du GIACM de remplir leur troisième fonction : soutenir la population, dans le cas de

Les projets sont un moyen d'occuper une zone d'intérêt tactique autrement que par les armes.

situations d'urgence humanitaire. Qu'il s'agisse de gérer des réfugiés de guerre ou des victimes de catastrophe naturelle (comme le séisme en Haïti ou les inondations au Pakistan), les Cimic contribuent à organiser l'engagement des moyens militaires capables d'intervenir sous très faible préavis. « *Nous ne nous substituons pas à l'action humanitaire, souligne l'adjudant-chef Maure, mais nous préparons le passage de relais des militaires aux organisations, dont la logistique ne permet pas toujours d'être présentes au plus tôt.* »

Enfin, le GIACM peut revêtir une autre casquette sur les théâtres en phase de stabilisation, lorsqu'elle guide les organisations privées, comme les entreprises, pour reprendre pied dans la zone d'opérations.

La chaîne Cimic intervient donc à tous les niveaux des engagements militaires – du tactique au stratégique, et dans toutes leurs phases – du déploiement au désengagement. C'est pourquoi son personnel est issu d'horizons très divers : une centaine de militaires d'active (70% de l'armée de terre, 10% de la marine, 10% de l'armée de l'air, 10% de gendarmerie et des services), ainsi que 400 réservistes (à 90%, d'anciens militaires plus ou moins régulièrement missionnés) représentant 150 métiers. Ce vivier d'experts couvre les domaines des affaires civiles, de l'aide humanitaire, des infrastructures, des affaires culturelles et de la vie économique.

Les Cimic sont aussi instructeurs. Le GIACM est une école d'application qui accueille chaque année plusieurs dizaines de stagiaires militaires venus de toute la France. Il organise également tous les deux ans un stage Otan au profit des représentants Cimic des pays alliés. « *Et nous envoyons nos formateurs à l'étranger, intervient le colonel Toussaint. Nous avons formé des Cimic en Hongrie, en Bosnie et en Jordanie, cette année.* » Enfin, ils participent régulièrement à des entraînements qui leur permettent d'entretenir leurs savoir-faire spécifiques autant que leurs « fondamentaux » militaires.

A l'heure actuelle, vingt-sept membres du GIACM sont déployés à l'étranger : au Tchad, au Liban et surtout en Afghanistan, où dix-huit d'entre eux œuvrent dans les rangs du contingent français de la Force internationale d'assistance et de sécurité. ■

« Echanger avec les militaires nous a permis d'avoir une meilleure perception des contextes de guerre, une meilleure analyse de la situation sécuritaire. »

ISSOUF SANOGO/AFP



Opposition ou complémentarité ?

Points de vue d'humanitaires

Au tout début, les « humanitaires » se montraient réservés sur les actions civilo-militaires. Mais les militaires ont su établir la communication. En général, au profit et à la satisfaction des uns et des autres...

Bien que déployés sur les mêmes zones de conflit ou de catastrophe naturelle, militaires et humanitaires ont des logiques d'engagement différentes. Ils ne poursuivent pas nécessairement les mêmes objectifs. Pourtant, militaires et humanitaires s'attachent à entretenir des échanges fructueux, ce qui suppose une meilleure connaissance mutuelle.

Lorsque l'armée française a formalisé la notion d'actions civilo-militaires (ACM) en Bosnie, en 1995, « la communauté humanitaire s'est d'abord inquiétée de la voir investir les champs d'action civils, concède Nathalie Herlemont-Zoritchak, directrice adjointe de la politique et de l'éthique pour Handicap international. *Soucieux de préserver nos principes fondateurs, nous n'avons pas cherché à comprendre tout de suite. L'ouverture est venue des militaires.* » Aujourd'hui, le dialogue et la confiance se construisent en amont des engagements. Militaires et humanitaires se ren-

contrent lors de colloques, de groupes de travail ou d'actions de formation (*lire encadré*). « Echanger avec les militaires nous permet d'avoir une meilleure perception des contextes de guerre, une meilleure analyse de la

situation sécuritaire. Quant à eux, ils comprennent mieux notre action, qui se base sur des principes forts d'aide, de partage, de solidarité. » « Chacun a son rôle et son mandat, intervient Laurent Corbaz, coordonateur en France du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). *Mais nous avons tous intérêt à nous connaître, institutionnellement et personnellement. Ne serait-ce que pour savoir qui fait quoi et pourquoi.* »

Devant la multiplicité des intervenants, il paraît difficile de formaliser les échanges. Il s'agira plutôt d'« une intelligence de situation, poursuit Nathalie Herlemont-Zoritchak. *La plupart du temps, les contacts se nouent au cas par cas.* » Ce fut le cas en Haïti, suite au séisme qui frappa Port-au-Prince en janvier 2010. Le médecin-chef Evelyne Lambert, qui dirigea l'antenne chirurgicale du Service de santé des armées, se souvient que « *tout le monde a travaillé dans le même sens, car il fallait aller vite et être efficace. Les blessés se comptaient en centaines de milliers.* » Dès le lendemain

Humanitaire

de leur arrivée, les médecins militaires se sont coordonnés avec les pompiers et la sécurité civile déjà déployés, ainsi qu'avec les ONG présentes. « Médecins sans frontières et Handicap international étaient confrontés aux mêmes conditions dégradées, aux mêmes traumatologies importantes compliquées par les délais de prise en charge. Quand nous avons quitté Haïti, nous leur avons transféré nos patients, car eux prévoyaient de prolonger leur mission de plusieurs mois. Une véritable chaîne de survie s'était spontanément déployée. » Une forme de partenariat peut donc naturellement émerger dans le cas d'urgences humanitaires.

« En zone de conflit, c'est différent, reprend Nathalie Herlemont-Zoritchak. Nous devons veiller à ce que l'action humanitaire ne soit pas instrumentalisée par les Etats, comme cela a pu être le cas au Biafra, par exemple, avec la sur-médiatisation de la faim dans les années 1970-1980. » De plus, avec la montée du terrorisme depuis le 11 septembre, les humanitaires sont potentiellement étiquetés « Occidentaux », donc présumés non neutres. « Or, notre sécurité dépend de la perception qu'ont de nous les bénéficiaires. Donc lorsque l'engagement armé est mal accepté par l'opinion publique ou que les messages politiques sont confus, nous tenons nos positions de principe à l'extrême et évitons tout contact avec les acteurs armés. » C'est aussi par souci d'impartialité que certaines organisations œuvrent auprès de toutes les parties des conflits. « Actuellement, le grand débat chez les humanitaires, c'est : "En Afghanistan, doit-on être présent partout ? », explique Philippe Ryfman, professeur à la Sorbonne, spécialisé dans le Droit des associations. Car le besoin en aide humanitaire n'est pas fonction du "camp." Cela dit, dans cette région du monde, la question de la sécurité est au cœur du problème. » Question que le CICR s'est posée lorsqu'en 2003, un de ses membres a été abattu par des insurgés à Kaboul. « La crainte est permanente, concède Laurent Corbaz. Mais nous décidons, soit de fuir, soit de rester sans chercher à faire appel à une aide en matière de sécurité. Nous croyons que la transparence et l'indépendance de notre action sont notre meilleure protection, même si nous savons que cela ne marche pas toujours. » Du coup, le développement des Provincial Reconstruction Teams (équipes mixtes militaires-civils)

« Les contacts avec les humanitaires se nouent la plupart du temps au cas par cas. »

inquiète les humanitaires, « qui voient d'un mauvais œil ce mélange des genres qui entretient la confusion, explique Philippe Ryfman. La plupart des organisations acceptent le fait que les Etats s'inscrivent dans des actions de développement selon le principe d'approche globale. Mais plutôt dans un volet civil que militaire. Et elles ne souhaitent pas y être assimilées, refusant de devenir un outil au service d'une stratégie politique. » Ce qui inquiète encore plus, c'est l'apparition de sociétés privées d'aide humanitaire, branches de sociétés privées de sécurité. Ce système pourrait représenter, selon lui, un danger et une dérive en termes d'éthique.

Pour l'heure, le phénomène reste marginal, et Philippe Ryfman affirme que les ONG sont les seules organisations qui ont une telle capacité à atteindre les populations et à travailler avec les réseaux locaux. « Après plus de trente ans de présence, le CICR est ancré dans le tissu social afghan, avec 1 500 agents, dont 90 % sont afghans, souligne Laurent Corbaz. Nous sommes une des seules organisations à pouvoir travailler dans tout le pays. » Conscientes de la réalité du terrain, les organisations humanitaires sont aujourd'hui « loin de l'angélisme de leurs débuts, conclut Laurent Corbaz. Les valeurs d'impartialité, d'indépendance et de neutralité que nous défendons ne sont pas des concepts, mais des principes opérationnels. » ■

ÉCHANGE DE BONS PROCÉDÉS

En 2001, le GIACM a signé une convention avec Bioforce, institut de formation humanitaire basé à Vénissieux (69). Créé en 1983, Bioforce fonctionne sous statut associatif (loi 1901) et emploie 50 experts de la solidarité internationale. Ils forment les futurs humanitaires aux métiers de l'administration, la gestion de projet, la logistique, la sécurité...

Chaque année, les militaires du GIACM y présentent la coopération civilo-militaire et participent aux mises en situation « terrain » des stagiaires (check points, évacuations, prises à partie ou d'otage, danger des mines...). Ces échanges permettent de nouer des liens qui serviront autant aux uns qu'aux autres sur les théâtres. Bioforce forme chaque année 1 000 stagiaires d'une vingtaine de nationalités, qui rejoignent ensuite les grandes ONG nationales et internationales.

Armure

MUSÉE DE L'ARMÉE

PHOTOS : J.-J. CHATARD / DICOD



Exposition Armes, gloire et beauté

Depuis le 16 mars et jusqu'au 26 juin 2011 le musée de l'Armée présente « Sous l'égide de Mars, armures des Princes d'Europe ». Cette exposition réunit, pour la première fois les pièces maîtresses des plus grandes collections d'armures européennes et américaines, réalisées dans la seconde moitié du XVI^e siècle pour les souverains et princes d'Europe.



Le métal est travaillé, ciselé, gravé poli, doré et détaillé jusqu'à l'excès. Pas un centimètre carré n'est oublié ! L'ensemble équestre dit « armure d'Hercule » destiné au roi Erik XIV de Suède est la plus somptueuse qui fut jamais réalisée. « C'est une chance que d'avoir pu réunir les "Joconde" des plus grandes collections d'armures du monde », s'exclame Olivier Renaudeau, un des trois commissaires de « Sous l'égide de Mars », présentée au musée de l'Armée. Cette exposition rassemble pour la première fois les pièces maîtresses des collections européennes et américaines d'armures décorées dans le goût français entre 1530 et 1570 pour les souverains et princes d'Europe. Ces armures d'apparat sont de véritables ouvrages d'orfèvrerie dont les décors raffinés révèlent l'originalité d'artistes français et flamands inspirés par l'esthétique maniériste qui avait alors cours dans tous les arts.

Ces pièces de l'âge d'or de l'armurerie française conservées à l'étranger (Dresde, Stockholm, Vienne, Turin, Leeds, New York, Munich, mais aussi au musée du Louvre, au musée des Beaux-Arts de Lyon et au musée national de la Renaissance à Ecouen) ont été prêtées au musée de l'Armée. L'exposition présente également les dessins et estampes qui ont précédé l'ornementation des armures. Il est ainsi possible de mieux cerner le style des décors et de mesurer la contribution des

artistes qui ont conçu et réalisé les objets présentés. « Ces armures sont semblables à des tableaux de métal », commente Olivier Renaudeau. A l'époque, la création d'armures d'apparat fait appel à tous les domaines artistiques. « Il existe un lien très étroit entre le peintre, l'orfèvre et l'armurier. Les peintres étaient les sous-traitants des armuriers, ajoute-t-il. On demandait aux plus grands peintres du moment de réaliser des compositions pour des armures. » Des projets dessinés

par le peintre Jean Cousin le Père (1490-1560) ou le graveur et orfèvre Etienne Delaune (1519-1583) donnent un aperçu du travail effectué. Par le décor repoussé, ciselé, damasquiné, parfois doré, ces pièces relèvent autant de l'orfèvrerie et des

Infos pratiques

Musée de l'Armée -
Hôtel national
des Invalides
129 rue de Grenelle,
75007 Paris.

Tous les jours de 10
à 18 heures, le mardi
jusqu'à 21 heures.

Gratuit pour le personnel
de la Défense et les
moins de 18 ans.
www.invalides.org

arts graphiques que de l'armurerie. L'usage voulait que les armuriers restent anonymes, ce qui rend difficile l'attribution de la plupart des pièces réalisées dans des ateliers français. Mais l'art maniériste de l'armure s'est diffusé jusqu'en Flandres. Le seul à avoir ■■■



■ ■ ■ travaillé dans le goût français et sur lequel les historiens sont documentés est Eliseus Libaerts. L'armurier préféré de la cour d'Erik XIV de Suède vivait à Anvers. « *Etrangement, l'ambassadeur de ce savoir-faire français était Flamand. Il est l'auteur de l'armure d'Hercule* », souligne

contexte de parade, et non guerrière, explique Olivier Renaudeau. Aucune n'a été conçue pour résister à un combat. Ces armures mettent en valeur les qualités guerrières du prince, mais aussi sa haute culture et ses goûts artistiques. Elles sont aussi des outils de communication à

l'histoire romaine. Henri II fait forger une armure dont le décor illustre la rivalité entre César et Pompée. « Le personnage mis en avant est Pompée, le grand perdant, puisqu'il fut décapité en Egypte après la défaite de Pharsale, note Olivier Renaudeau. Mais il est le plus grand des généraux romains. Il semble que la cour de France ait témoigné d'un goût certain pour ces glorieux perdants. Ils représentaient la résistance face à la domination romaine. Ils rappellent la situation du royaume à cette époque, qui combattait les ambitions du Saint-Empire romain germanique... L'armure délivre ainsi un message politique. »

Cette exposition nous donne un aperçu du raffinement des cours de la Renaissance. Elle illustre l'âge d'or d'un art qui disparaîtra à la fin du XVI^e siècle, avec le développement des armes à feu. ■

Carine Bobbera

« Ces armures sont aussi un outil de communication à travers l'iconographie choisie pour les décorer. »

Olivier Renaudeau. Mais le souverain n'endossera jamais cette armure car le bateau chargé de livrer la commande est arraisonné par un navire danois. Ces armures ont été portées par les plus grands princes et souverains d'Europe au XVI^e siècle, dont François I^{er} et Henri II de France. « *Ces pièces conféraient aux princes une allure martiale dans un*

travers l'iconographie choisie pour les décorer, largement inspirée des mythes antiques. » Les souverains en possédaient plusieurs qu'ils revêtaient lors de fêtes, de jeux équestres, de carrousels, voire des mariages. On sait qu'Henri II en possédait au moins une douzaine. Certains rois, particulièrement ceux de France, affectionnaient les héros vaincus de



Ces armures n'étaient pas destinées au combat, mais plutôt à mettre en valeur les qualités culturelles et artistiques de ceux qui les revêtaient.

A droite, la pièce maîtresse de l'exposition, l'ensemble équestre dit « armure d'Hercule ».



GÖRAN SCHMIDT



3 questions au
général de division Christian Baptiste, directeur du musée de l'Armée



DICOD

Que recouvrent les fonctions que vous venez de prendre au musée de l'Armée ?

Etre directeur du musée de l'Armée, c'est d'abord être un chef d'entreprise. Une entreprise très particulière, car sa production, c'est la mémoire de l'histoire militaire. Le musée de l'Armée a

pour mission de maintenir le lien Armée-Nation, de mettre en valeur l'action passée et de présenter l'histoire de nos armées. Mais également de susciter l'éveil des vocations militaires.

Quel élan comptez-vous donner au musée ?

Ce musée est le cinquième grand musée national par sa fréquentation. Nous possédons

près de 500 000 objets, qui sont des trésors nationaux. Nous avons plus de 20 000 mètres carrés d'exposition. Et l'année dernière, nous avons reçu plus de 1,4 million de visiteurs. Notre grand défi est d'intéresser les plus jeunes citoyens, de les fidéliser, de les passionner et leur donner l'envie de revenir avec leurs enfants puis leurs petits-enfants.

Quels seront les prochains grands rendez-vous ?

Nous souhaitons organiser deux grandes expositions par an de l'envergure de « Sous l'égide de Mars ». En octobre, nous présentons « Napoléon III et l'Italie », exposition pour laquelle nous travaillons avec des prêteurs prestigieux comme la Fondation Alinari de Florence. Ce sera l'occasion d'inaugurer de nouvelles salles d'exposition temporaire. Puis début 2012, nous aborderons un sujet plus proche, la Guerre d'Algérie.



JEAN MANZON/ECPAD

Campagne de Norvège, avril 1940 : Les chasseurs alpins et leurs chiens font route vers Namsos

Les soldats du 13^e Bataillon de chasseurs alpins (13^e BCA) et leurs chiens équipés de ceinture de sauvetage voguent, à bord du croiseur auxiliaire *Ville d'Oran*, vers Namsos, sur la côte ouest de la Norvège. Ils font partie du Corps expéditionnaire français en Scandinavie et participent à la Campagne de Norvège, d'avril à juin 1940. Menée par les Alliés, elle a pour but de couper la route du fer suédois aux allemands. Ce minerai leur est essentiel pour continuer la guerre.

Dissuader sans le nucléaire ?

Bien qu'ayant fait ses preuves depuis 50 ans, l'arme atomique n'offre pas une garantie totale contre des attaques, notamment terroristes, visant les intérêts d'un Etat. Reste qu'on aurait peine à discerner ce qui pourrait la remplacer en l'état actuel des menaces.

L'idée selon laquelle il faut montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir est aussi ancienne que la rivalité entre les hommes. Mais l'arme nucléaire, par son pouvoir de destruction, a bouleversé la nature même du processus de dissuasion. Toute forme de dissuasion vise à agir sur la volonté d'un agresseur potentiel pour l'inciter à renoncer à son action. Et c'est à l'intérieur de l'imaginaire que se joue la distinction entre la dissuasion classique (ou « conventionnelle »), et la dissuasion nucléaire : alors que la dissuasion classique laisse entendre à l'adversaire que son entreprise peut échouer, la dissuasion nucléaire vise à le décourager par la certitude d'un coût disproportionné au regard de l'enjeu.

Dissuasion classique : l'exemple de la Suisse

Lorsque cette certitude n'existe pas, la dissuasion devient hautement aléatoire. Si, dans l'histoire, c'est la fortification qui a le plus souvent rempli la fonction dissuasive, on se gardera d'oublier que la plupart des grands ouvrages fortifiés ont été pris, franchis ou contournés. A l'époque contemporaine, la Suisse représente un exemple caractéristique de mise en œuvre d'une

dissuasion classique : un terrain favorable, où les montagnes constituent une profondeur stratégique verticale, et une armée de milice bien entraînée et bien équipée pouvaient permettre de creuser l'écart entre le coût humain et matériel que devrait subir un envahisseur et le gain escompté. De fait, la Suisse n'a pas été envahie pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais de nombreux autres facteurs (industriels, économiques et financiers) doivent être pris

en compte pour expliquer que la Confédération n'a pas été attaquée par l'Allemagne. L'effet dissuasif ne peut être ici évalué.

En réalité, la dissuasion classique n'est réellement efficace que du fort au faible. Elle est incertaine du fort au fort, et, contrairement à la dissuasion nucléaire, elle est inopérante du faible au fort.

Une arme inopérante face à une attaque terroriste

La dissuasion nucléaire ne représente pas pour autant une garantie de sécurité contre toutes les attaques visant les intérêts de l'Etat. L'arme atomique n'apporte pas la paix. Sa fonction est de neutraliser certaines menaces majeures (qui ne sont pas nécessairement nucléaires), visant des intérêts « vitaux » (dont l'appréciation, *in fine*, revient au chef de l'Etat), menaces qui émaneraient d'entités étatiques. En 1982, l'armement nucléaire britannique n'a pas empêché les Argentins d'envahir les Malouines, la junte au pouvoir à Buenos Aires n'ayant jamais considéré que l'archipel convoité pouvait représenter un intérêt vital pour le Royaume-Uni. Et l'arme atomique est inopérante face à une attaque terroriste, sauf s'il s'agit d'une attaque majeure, et s'il existe un commanditaire étatique clairement identifié.

Assurance vie

Mais l'arme nucléaire existe, et elle ne sera pas « désinventée ». Nul ne peut savoir ce que seront le nombre et la nature des Etats dotés d'une telle arme dans les décennies à venir. Face à de telles incertitudes, maintenir une capacité de dissuasion nucléaire demeure, pour un Etat, une forme d'« assurance vie » sur le long terme. ■



DOMINIQUE VIOLA/DICOD

THIERRY WIDEMANN
chargé d'études à l'Institut de recherches
stratégiques de l'Ecole militaire (Irsem).

LES AS DE L'ATLANTIQUE NORD

La traversée en avion de l'Atlantique Nord est indissolublement liée au nom de Charles Lindbergh, qui réalise en 1927, non seulement un vol New York/Paris sans escale, mais sans doute aussi l'un des exploits les plus médiatisés de l'histoire de l'aéronautique. En fait, l'épopée des *As de l'Atlantique Nord* commence une vingtaine d'années plus tôt, et c'est en 1919, à bord d'un hydravion Curtiss, qu'un équipage de six personnes aux ordres du commandant Read, réalise pour la première fois dans l'histoire la fameuse traversée, de Terre-Neuve à l'Irlande. Albéric de Palmaert, auteur de



La Fabuleuse aventure des débuts de l'aviation, évoque ici les destins souvent tragiques de tous ces as, célèbres ou inconnus – Alcock, Brown, Nungesser, Read, Lindbergh – qui furent fascinés par les cieux flamboyants de l'Atlantique Nord. Un livre tout simplement passionnant.

A. de Palmaert, éd. du Rocher, 305 p., 17,90€

L'ENCYCLOPÉDIE DES SOUS-MARINS FRANÇAIS Naissance d'une arme nouvelle



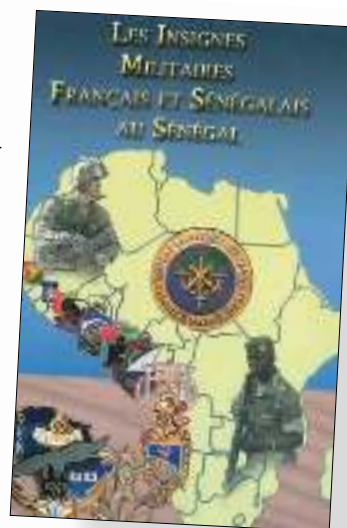
Premier volume d'une encyclopédie générale des sous-marins français, cet ouvrage retrace l'histoire mouvementée des révolutions technologiques et stratégiques qui ont permis l'essor de ces nouveaux bateaux à la fin du XIX^e siècle. Rédigé par une dizaine de spécialistes de l'arme sous-marine, ce premier tome, qui s'achève sur la victoire de 1918, s'impose comme l'une des références les plus exhaustives sur le sujet.

Éditions SPE Barthélémy, 479 p., 70€

LES INSIGNES MILITAIRES Français et Sénégalais au Sénégal

Publié à l'initiative des Forces françaises du Cap-Vert (FFCV) et en étroite collaboration avec les Forces armées sénégalaises, cet ouvrage est dédié aux insignes militaires des unités françaises ayant servi au Sénégal depuis les années 1920 jusqu'à nos jours, et aux insignes militaires des forces armées sénégalaises depuis leur création le 1^{er} août 1960. L'étude de ces insignes des FFCV et des forces sénégalaises permet une approche originale de l'histoire de ces deux entités.

**Paiement par chèque de 31€ (frais de port inclus)
Cabinet du Comfor, EMIA FFCV,
BA 160 Ouakam, BP 3024 Dakar**



LA DOCTRINE DES FORCES AÉRIENNES FRANÇAISES – 1912-1976



Le Centre d'études stratégiques aérospatiales et la Documentation française publient conjointement une soixantaine de documents doctrinaux archivés par le département « Air » du Service historique de la Défense. Il s'agit principalement d'instructions d'état-major sur l'emploi des forces aériennes de 1912 à 1976. Ces documents, souvent restés secrets, sont un outil précieux pour l'étude de la pensée

stratégique française au XX^e siècle.

Sous la direction de Jérôme de Lespinois, éd. La Documentation française, 407 p., 25€

SOUS L'ŒIL DE L'OCCUPANT La France vue par l'Allemagne 1940-1944

A travers une centaine de photographies prises par la propagande allemande, ce livre offre un témoignage méconnu sur la France de l'Occupation. Souvent beaux, poignants, ces documents sont cependant à prendre avec une infinie précaution car ils ne disent pas la violence des répressions, des privations, des souffrances... Seul le patient travail de décodage auquel s'est livré l'auteur permet de mettre en perspective leur face cachée.

**Cécile Desprairies,
éd. Armand Colin, 220 p.,
22,50€**

